

Eugène Varga

Articles publiés en 1923 dans *La Correspondance Internationale.*

1. à 8. : Série de huit articles publiée sous la rubrique de « *La Vie Economique* » dans les n°10 à 17, du 2 au 28 février 1923 (pp. 57 à 118). Titre général : *La Situation économique en octobre-décembre 1922*

1. 2 février 1923, n°10, pp. 57-59. *I. Aspects généraux. II. La question des réparations et l'antagonisme franco-anglais*

2. 7 février 1923, n°11, pp. 65-67. *III. Les plans de réparations français et anglais. — Données principales. IV. Le Problème de la Colonisation de l'Allemagne.*

3. 9 février 1923, n°12, pp. 76-77. *V. Les Etats-Unis et l'Europe.*

4. 14 février 1923, n°13, pp. 83-87. *VI L'Allemagne et le problème de la stabilisation du mark.*

5. 16 février 1923, n°14, pp. 90-92. *VII. La décomposition Économique de l'Allemagne.*

6. 21 février 1923, n°15, pp. 100-101. *VIII. L'expérience autrichienne. IX. Hongrie-Balkans-Pologne*

7. 23 février 1923, n°16, p. 109. *X. Tchécoslovaquie.*

8. 28 février 1923, n°17, pp. 117-118. *XI. La France avant l'occupation de la Ruhr*

9. 26 juin 1923, n°51, p. 378 - *Le mot d'ordre du Gouvernement Ouvrier et Paysan*

10. 17 novembre 1923, n°91, pp. 697-699. - *La situation économique mondiale*

11. 28 décembre 1923, n°95, pp. 725-727, rubrique : *La Vie Economique – La banqueroute de l'Allemagne* [sous le pseudonyme d'E. Pavlovski]

1. 2 février 1923, n°10, pp. 57-59

La Situation économique en octobre-décembre 1922

par Eugène Varga (Moscou).

Note de la Réd. *Nous commençons la publication sous ce titre général d'une importante étude du professeur Eugène Varga. Les articles qui la composent peuvent être reproduits séparément.*

I. Aspects généraux

Prospérité aux Etats-Unis. — Le chômage. — Le commerce. — Le change.

La prospérité des affaires que l'on a pu observer aux Etats-Unis au cours du deuxième semestre de 1922 s'est développée, bien que les conséquences de la grève des mineurs se fassent encore sentir.

Il est permis d'en parler comme d'une bonne situation normale. Le mouvement en faveur d'une modification des lois contre l'immigration le prouve. Les capitalistes excitent, en demandant cette modification, du manque de bras.

En Europe occidentale, en Angleterre, en France et dans les pays neutres l'amélioration n'a été que fort lente pendant le dernier trimestre de l'année. En Europe centrale la situation a plutôt empiré. La chute du mark allemand atteint des profondeurs telles que le manque de capitaux ne permet pas de maintenir la production sur ses anciennes bases. La stabilisation artificielle de la couronne autrichienne a eu pour effets une grave crise commerciale et un chômage étendu. Situation analogue en Tchécoslovaquie. En Italie les résultats de la politique fasciste ne se font pas encore sentir dans le domaine économique : pas de changement. L'amélioration du change italien paraît due à la confiance des capitalistes étrangers dans la stabilité du régime fasciste. L'instabilité des changes de l'Europe orientale montre assez, d'autre part, jusqu'à quel point le continent a perdu l'équilibre économique.

Afin de mieux pouvoir caractériser le développement de la situation, examinons d'abord le chômage dans les pays les plus importants.

Pourcentage des chômeurs parmi les ouvriers organisés :

	Angl.	Angl.(1)	Bulg.	Hollan.	Danem.	Suède	Norvè.	Canada	Allem.
Juillet	14.6	12.3	5.4	9.4	12.5	19.8	16.5	5.3	0.6
Août	14.4	12.	4.	9.2	11.1	17.4	12.3	4.1	0.7
Sept.	14.6	—	3.8	9.	10.6	15.3	—	3.6	0.8
Oct.	14.	12.	—	—	11.3	—	—	—	1.4
Nov.	14.2	12.4	—	—	—	—	—	—	2.
Déc.	?	?	?	?	?	?	?	?	?

(1) En % de tous les organisés.

Chiffres absolus en mille :

	Suisse	France	Italie	Tchécoslovaquie
Juillet	52	6	304	—
Août	52	6	—	700*
Sept.	49	5	350	—
Oct.	—	—	—	—
Nov.	—	—	—	—
Déc.	—	3	—	1000*

* Chiffres non officiels.

Ne perdons pas de vue qu'une recrudescence du chômage se fait toujours observer en automne par suite de l'arrêt des travaux de l'agriculture et du bâtiment.

Le développement des prix du commerce de gros doit également fixer notre attention. Les hausses et les baisses du change influencent au plus haut degré. Aussi ne le peut-on prendre en considération que dans les pays à change à peu près stable.

Voici pour ces pays les chiffres relatifs [l'indice des prix] du commerce en gros pendant les derniers six mois (Sources : *Economist* du 2 décembre 1922 et *Economie et Statistiques*, II, n°24)

	E. U. <i>Broadstreet</i>	Suède	Suisse	Japon	Angleterre <i>Economist</i>	Danemark	France	Italie
Juillet	131	155	163	281	171	180	326	558
Août	131	163	163	195	186	178	332	571
Sept.	136	158	163	192	194	176	330	582
Oct.	144	155	163	190	186	180	338	601
Nov.	150	154	169	—	167	182	352	596
Déc.	—	—	170	—	166	—	—	—

[Le Journal de Francfort donne ces chiffres pour les prix de gros en Allemagne]

	[Début du mois ?]	[Fin du mois ?]
Juillet	9 102	10 059
Août	13 978	19 202
Sept.	29 116	28 698
Oct.	43 223	50 600
Nov.	94 492	115 101
Déc.	167 412	147 500
(5 janvier)	167 000	

Il ne faut pas oublier que la hausse des prix est réelle aux Etats-Unis et correspond à l'amélioration de la situation, tandis qu'en Angleterre celle-ci, calculée en or, est couverte par

l'amélioration du cours de la livre anglaise. Le développement des prix subit l'influence des changements du cours de l'or à l'échelle internationale, en France comme en Italie et surtout en Allemagne.

Passons au développement des changes les plus importants par rapport au dollar et à la livre anglaise :

New-York marquait pour 1 parité de cents : [?]

	Parité	Cours 30.06.22	Cours 09.10.22	Cours 04.01.23
Angleterre	487	442	442	465
France	19,3	8,12	7,55	7,04
Suisse	19,3	18,95	18,64	18,95
Italie	19,2J	4,72	4,28	3,10
Hollande	42,2	36,43	38,80	39,60
Allemagne	238,8.	0,27 _r	0,04	0,012
Autriche	20,3	0,0052	0,0013	0,0015

Le tableau ci-dessus montre que le cours anglais s'est bien rapproché de la parité au cours du trimestre passé de même que les cours hollandais et suisse, (tandis que la couronne suédoise qui n'est pas marquée ici avait dépassé la parité du dollar au mois de décembre). Le franc français est bien tombé : il continue rapidement ce mouvement dans la première moitié du mois de janvier. Il en est presque de même des autres cours de l'Europe Centrale. A en juger d'après le développement des divers cours, l'abîme entre l'Amérique, l'Angleterre, les pays neutres d'un côté, et les pays belligérants du continent de l'autre, c'est creusé au cours du trimestre passé.

Le développement des cours est plus évident, si nous les comparons à la livre sterling anglaise, car les cours de l'Europe centrale ont trop baissé pour pouvoir encore suivre par la méthode américaine le changement dans la fraction d'un pour cent

Londres marquait pour 1 livre sterling :

	Parité	au 6 Octobre 1922	au 6 Janvier 1923
France	25.7?	58	67
Italie	25.22	103	92
Allemagne	20,41	9.550	39.500
Autriche	24,02	315 000	320 000
Tchécoslovaquie	24,02	130	101
Hongrie	24,02	10 500	11 500
Pologne	20,41	40 000	83 000
Roumanie	25,22	725	840
Bulgarie	25,22	750	665
Yougoslavie	25,22 .	275	425
Grèce	25,22	155	300

Ce qui frappe ici c'est le développement contraire des cours français et italien de même que la baisse énorme des changes tchèque, yougoslave et grec, conséquences de la guerre perdue contre la Turquie.

Toutefois, ces chiffres trimestriels ne caractérisent point dans une mesure suffisante les changements de situation financière. Il s'est produit des fluctuations de 30 à 40% en une semaine ce qui rend impossible tout calcul commercial et subordonne l'échange international des marchandises à la spéculation de bourse. Citons seulement l'Allemagne ; une tonne d'acier y était cotée à certains jours de la mi-décembre 100 000 marks de plus que sur le marché mondial. Il en était de même alors avec presque toutes les marchandises, charbon inclus. Et vingt jours plus tard, lorsque le dollar montait de 5 500 à 9 500 marks, les prix allemands étaient bien inférieurs à ceux du marché mondial.

Résumons: en dépit de l'amélioration remarquée en Amérique et en Angleterre la vie économique mondiale, dans sa situation présente — et plus que jamais à l'heure où nous écrivons — est absolument chaotique.

II. La question des réparations et l'antagonisme franco-anglais

Gravité du conflit franco-anglais. — Coup d'œil rétrospectif. — La dette allemande tombe de 226 milliards en janvier 1921 à 132 milliards en juillet de la même année. — L'Allemagne ne peut pas payer. — La France et l'Angleterre ne peuvent pas s'entendre.

La rupture survenue pendant les premiers jours de l'année entre l'Angleterre et la France est au plus haut intérêt. Nos lecteurs n'y ont rien vu de surprenant. Qu'on nous permette de rappeler les lignes finales de notre rapport sur la Conférence de Londres en juillet 1922 (v. *Correspondance Internationale* n°71 du 20 Septembre 1922):

« Formellement l'Entente subsiste. Mais le Parlement anglais a tout récemment voté un crédit de 100 000 livres sterling pour l'étude de la défense contre les gaz asphyxiants et un autre crédit, de 2 millions de livres, pour la construction de 500 nouveaux avions, Lorsque le colonel Wegwood demanda à la Chambre des Communes, à M. Lloyd George, si la construction de cette flotte aérienne était une réponse aux armements français, le Premier répondit simplement : *Nous devons être prêts à toutes les éventualités* »

Si nous examinons de plus près les relations de la conférence de Paris (janvier), nous constatons que les causes de la rupture de l'Entente sont ici les mêmes que celles qui ont mis fin à la Première Conférence de Londres (Juillet) et à la Deuxième (décembre). La cause primordiale, c'est l'intérêt contraire des grandes puissances impérialistes d'Europe : l'Angleterre et la France. Et la question des réparations n'est qu'une partie de cet antagonisme qui embrasse et embrasse toute l'Europe.

Nous ne pouvons pas passer ici en revue l'histoire longue et confuse de la question des réparations. Rappelons-en seulement les traits principaux. Lors de la conclusion de la paix, les puissances victorieuses furent d'avis — sans toutefois avoir examiné préalablement la capacité de paiement de l'Allemagne — que celle-ci paierait tous les dommages subis par les alliés au cours de

la guerre ; dans la suite, l'évolution de la capacité de paiement de l'Allemagne devint décisive. Cette capacité de paiement étant fort intérieure aux premières estimations il fallut diminuer, à chaque étape des négociations, les paiements imposés au Reich. En janvier 1921, on fixait à 226 milliards de marks-or la dette allemande totale. Dans l'ultimatum du 5 mai 1921, on la fixait à 132 milliards de marks-or. Il était cependant évident que cette somme n'était pas définitivement arrêtée, l'émission et les intérêts des obligations étant fixés à 50 milliards de marks-or, et les 82 milliards de marks-or restants n'étant pas investis en obligations et ne portant pas intérêts. La peur de l'opinion publique anglaise et française retenait seule les alliés de reconnaître ouvertement qu'ils n'espéraient pas toucher plus de 50 milliards.

M. Keynes, l'avait bien prédit : l'Allemagne fut incapable de payer les 2 milliards de marks-or et les 20% de son exportation prévus par l'ultimatum de Londres. On lui accorda donc un moratoire pour l'année 1922, fixant les paiements dus pour cette année à 720 milliards de marks-or et 1450 milliards de marks en nature. L'Allemagne ne fut pas même en état de payer cette somme et il fallut lui accorder un nouveau moratoire pour les cinq derniers mois : les paiements à la Belgique furent couverts par des bons de trésors recouvrables plus tard.

Nous avons déjà mentionné que l'Angleterre et la France n'ont pu arriver à un accord au sujet de ce moratoire: Poincaré exigeait dès alors des « garanties productives » faute desquelles il estimait tout autre moratoire impossible. La commission des réparations s'occupa de cette question et, comme il s'agissait uniquement d'une revendication belge, la France ne put provoquer la rupture désirée.

Les deux tendances contraires de la politique française jouent aussi un rôle important. Tandis que la grande masse des paysans, des petits rentiers, des fonctionnaires souhaite une politique pacifique — la stabilité et l'amélioration possible du cours du franc ; la grande industrie préconise une politique militaire et impérialiste. La nécessité d'unir les minerais français au charbon allemand l'exige, les tentatives d'y réussir par des négociations avec la grande bourgeoisie allemande ayant échoué.

N'oublions pas que les capitalistes français n'ont rien à objecter aux conséquences d'une politique de violence : à la baisse du franc au premier chef, qui signifie avant tout une diminution automatique des salaires et faciliterait l'écoulement des produits de la grande industrie française sur le marché mondial. La grande industrie française a, en effet, besoin d'augmenter le plus possible ses exportations, depuis l'acquisition de la Lorraine et sa fusion avec l'industrie métallurgique belge et luxembourgeoise.

En outre, les finances françaises sont extrêmement mauvaises ; la France a dépensé déjà plus de 100 milliards de francs pour la reconstruction des régions dévastées et n'a presque rien reçu en argent comptant de l'Allemagne. Aussi est-il assez compréhensible que l'opinion publique bourgeoise soutienne M. Poincaré dans sa politique des garanties productives, bien que les larges couches populaires soient foncièrement hostiles à toutes nouvelles aventures militaires.

L'antagonisme qui cause la rupture de l'Entente n'est donc aucunement nouveau. Après la visite à Berlin de la Commission des réparations au début d'octobre, le délégué britannique Bradbury avança le projet d'un moratoire de cinq ans. M. Barthou lui répondit, le 25 octobre, qu'un moratoire sans garanties n'était pas possible et que la question des réparations doit être résolue simultanément avec celle des dettes interalliées. M. Poincaré le répétait dans son discours au Sénat du 9 novembre. Il disait :

« Nous ne permettons pas une réduction nouvelle des exigences françaises ; j ai démontré que derrière des apparences de misère, l'industrie allemande jouit de grands privilèges. Une grande partie des récoltes du pays est exempte de tout impôt, elle enrichit les coffres-forts des grands industriels ou leur avoir à l'étranger. »

Il répétait les revendications déjà formulées à Londres : « Une participation de 50% à la production de certaines industries, rétablissement d'une ligne douanière dans les régions occupées, l'exploitation des mines de l'Etat dans le bassin de la Ruhr et des forêts dans diverses régions de l'Allemagne. »

Le 14 novembre, le gouvernement allemand transmettait à la Commission des réparations sa note officielle demandant un moratoire de trois à quatre ans pour tous les paiements en espèce et en nature et un crédit étranger de 500 millions de marks-or ; l'Allemagne offrait en échange: de consacrer 500 millions de marks-or de la réserve de la Banque Nationale allemande à la stabilisation du mark et, celle-ci obtenue, le crédit intérieur rétabli, d'émettre un emprunt en or dans le pays. La moitié du produit de cet emprunt intérieur et tout le produit de l'emprunt extérieur eussent servi à assurer les réparations pendant la durée du moratoire même.

Les propositions que le nouveau gouvernement Cuno a soumises, dans sa lettre du 9 novembre à M. Bonar Law, sont à peu de choses près les mêmes. Les deux propositions allemandes ont été repoussées.

A la Conférence de Londres l'antagonisme entre l'Angleterre et la France s'est manifesté fortement. La France affirmait que l'Allemagne est responsable de la chute du mark et de la faillite du Reich qu'elle provoque sciemment pour éluder ses engagements ; l'Angleterre soutenait que la vie économique de l'Allemagne est profondément ébranlée. « Toutes les informations que j'ai recueillies, disait M. Bonar Law, démontrent que l'Allemagne est près de la ruine. Je regrette de devoir avouer que c'est vrai. Le tragique c'est qu'il n'y aura point d'amélioration possible pour l'Allemagne tant que le mark n'aura pas été stabilisé : l'expérience du monde entier, la nôtre de l'an passé, l'opinion des économistes compétents nous font craindre que précisément une tentative de stabilisation du mark conduirait l'industrie allemande aux abîmes. Ne perdrons pas cela de vue. »

La France, intransigeante, exigeait des gages productifs. L'Angleterre estimait que cette politique achèverait la ruine de l'Allemagne et la mettrait complètement hors d'état de payer. Différend insoluble.

A la commission des réparations, la France, d'accord avec la Belgique et l'Italie, recherchait les occasions juridiques d'une occupation militaire de nouvelles régions de l'Allemagne. C'est contre la voix du représentant anglais que la Commission décida le 27 décembre que l'Allemagne avait sciemment manqué à ses obligations de-livraisons de bois. Quoique l'Allemagne se fût offerte de livrer, avant le 31 mars 1923 les quantités arriérées, la Commission des réparations se montra intraitable. Elle décidait, en outre, qu'il n'y avait aucune différence entre les deux expressions « manquement » et « manquement prémédité ». C'est après ces préliminaires qu'eut lieu la conférence des Alliés le 1^{er} janvier (Londres). La France et l'Angleterre y soumirent leurs projets. L'étude de ces projets fait admirablement ressortir l'opposition des points de vue anglais et français. Notre prochain article y sera consacré.

2. 7 février 1923, n°11, pp. 65-67

La situation en octobre-décembre 1922 (suite)

III. Les plans de réparations français et anglais. —

Données principales.

par *Eugène Varga* (Moscou).

Le plan français.

« Le gouvernement français déclare ne pouvoir accepter aucune réduction d'une partie des créances de l'Allemagne. Cette partie ne suffit pas même à couvrir les frais des pensions et de la reconstruction des régions dévastées. Il appartient à certains alliés de créer une possibilité pour la France de réduire ses exigences. Le gouvernement français ne pourra payer ni les intérêts ni le capital des dettes qu'il a contractées envers les Alliés tant qu'il n'aura pas couvert, au moyen des paiements que l'Allemagne s'est engagée à lui faire les dépenses occasionnées par la reconstruction des régions dévastées.

Si toutes les puissances européennes souscrivent à cette politique, la France est prête à payer ses dettes par la cession des obligations de la série C ».

Le point de vue principal du gouvernement français est exprimé dans ces lignes. Puis viennent les mesures à prendre envers l'Allemagne.

La réorganisation des finances allemandes.

Le programme français prévoit :

1. La stabilisation du mark.
2. Des mesures immédiates pour balancer le budget allemand.
3. L'interdiction à la Banque Nationale allemande d'escompter des bons du trésor.
4. Des mesures contre la fuite des capitaux et l'accumulation de devises étrangères dans le pays.

La commission des garanties assumera la gestion des finances allemandes afin que ces mesures puissent être appliquées.

Le projet français dit textuellement :

« La Commission des garanties doit être à même de surveiller l'exécution de ce programme et surtout d'approfondir à tout instant les détails de la situation et du développement des finances du pays et des divers Etats. Elle doit être en mesure d'exercer un contrôle efficace; elle pourra s'opposer aux dépenses qui lui sembleraient déplacées et prescrire toute espèce d'augmentation des recettes

qu'elle croira réalisable. »

La commission des garanties siégera à Berlin.

La dépendance financière de l'Allemagne serait plus grande que celle de la Turquie avant la guerre.

Moratorium et gages.

Le gouvernement français ne serait point disposé à accorder un moratorium de plus de deux ans. Ce moratorium ne s'étendrait pas sur les frais d'entretien de l'armée d'occupation et des diverses commissions alliées ni sur les livraisons en nature assumées par les engagements précédents.

Et, « l'expérience des trois dernières années lui ont prouvé qu'on ne peut guère se fier aux engagements pris par l'Allemagne, le gouvernement français demande des gages dont l'octroi ne serait pas de nature à empêcher l'assainissement des finances de l'Allemagne... » (nous abrégeons ce texte).

Les garanties exigées sont de deux sortes:

1. Garanties pour assurer les livraisons en nature.

a) *charbon*. Une commission interalliée composée d'ingénieurs devra être envoyée à Essen pour surveiller les productions du syndicat du charbon. Le président de cette commission assurera la stricte exécution des livraisons de charbon au moyen d'ordres au syndicat du charbon et au service des transports allemands.

b) *Bois*. Supplément de coupe dans les forêts de l'Etat et des communes dans les régions occupées.

c) En cas de non accomplissement : réquisitions dans les régions occupées ou dans le bassin de la Ruhr.

2. Garanties pour assurer les paiements en espèces et en nature.

a) La commission interalliée des régions occupées accordera l'autorisation d'exporter les produits de ces régions et du bassin de la Ruhr contre un dépôt en devises étrangères dont la commission fixera le montant. Le rendement de l'exportation est évalué à 400 millions de marks par an.

b) Réquisition des recettes du pays occupé et du bassin de la Ruhr. Une partie soit 30% p. ex. en devra être payée en devises étrangères, le reste en papier-monnaie allemand. Le produit est estimé à 400 millions de marks or par an. Les garanties ainsi que les livraisons devront fournir 1 milliard de marks-or par an. Les sommes ainsi recueillies serviront à assurer les paiements de l'Allemagne après l'échéance du moratorium.

3. Sanctions

Au cas où le gouvernement du Reich ne se conformerait pas en tous points au programme des alliés, les sanctions suivantes seront prises :

a) Occupation militaire des régions d'Essen, de Bochum et de toutes les parties du bassin de la Ruhr que le maréchal Foch indiquera.

b) Etablissement d'une ligne douanière à l'Est de la contrée occupée.

Le plan anglais

le projet que M. Bonar Law a soumis à la Conférence du 2 janvier prévoyait un règlement commun des réparations et des dettes interalliée des Etats de l'Europe. Contrairement au projet français qui part du postulat que l'Allemagne ne veut pas payer, le projet anglais soutient que l'Allemagne paierait si l'on tenait compte de sa capacité de payement et si les conditions des payements étaient telles qu'elle eût intérêt à s'acquitter dans le plus bref délai possible de ses engagements.

(Du projet anglais, minutieusement élaboré jusque dans ses moindres détails techniques, nous ne donnerons que les traits essentiels.)

Moratorium : L'Allemagne ne fera aucun payement ni en espèces ni en nature pendant 4 ans. Elle payera :

2 milliards de marks-or par an pendant les quatre années suivantes ;

2,5 milliards de marks-or pendant les 2 an-et-demi suivants ;

2,5 milliards, voire 3 milliards de marks-or à partir de cette époque.

Le payement des sommes dépassant les 2,5 (dites partie variable) n'est pas fixé définitivement ; leur payement ou leur non-payement sera déterminé par une commission spéciale après examen de la situation économique de l'Allemagne.

Des bons portant intérêt à 5% seraient émis en deux séries :

— la première série pour les 2,5 milliards de marks-or ;

— la deuxième série pour 1 milliard de marks-or (éventuel).

Il n'y aurait pas d'autre amortissement: prévu, mais on accorderait à l'Allemagne d'importants escomptes : la dette serait escomptée à un taux très élevé si l'Allemagne commençait rapidement à s'en acquitter.

Les bons pourraient être payés par l'Allemagne :

jusqu'à fin décembre 1923 à 50%

jusqu'à fin décembre 1924 à 56%

jusqu'à fin décembre 1925 à 62%

jusqu'à fin décembre 1926 à 68% etc.

Un payement rapide rapporterait à l'Allemagne des intérêts annuels de 8 à 10% ; il pourrait aussi avoir lieu en nature aux mêmes conditions.

L'Allemagne s'engagerait :

1. à stabiliser le mark (dans l'espace de 6 mois environ) et à équilibrer son budget (dans l'espace de 2 ans à peu près) ;

2. à se soumettre au contrôle financier dans la mesure où les puissances alliées le jugeraient utile ;

3. à se soumettre à toutes les dispositions prises unanimement par les Alliées y compris la réquisition des revenus et des fortunes et l'occupation militaire de pays allemands en dehors de la zone actuellement occupée en cas où l'Allemagne ne pourrait pas convaincre les organes de contrainte qu'elle aurait tout fait pour l'exécution de ces réformes financières.

Les dettes interalliées.

L'Angleterre est prête à annuler toutes les dettes interalliées des belligérants européens aux conditions suivantes :

1. Les réserves d'or déposés en Angleterre par les puissances Alliées (France et Italie) à titre de garantie, serviront à l'acquittement de leurs dettes envers l'Angleterre.

2. La France remettra à l'Angleterre le montant des bons de la première série qu'elle reçoit en compensation de la priorité accordée à la Belgique ; l'Italie devra lui payer 1,5 milliards de marks.

3. Les Etats alliés constitueront avec les bons de la série N° 2 un fonds commun qui sera destiné au paiement des dettes par eux contractées envers les Etats-Unis, au prorata de ces dettes mêmes. La répartition de ces bons aurait lieu conformément aux décisions de la conférence de Spaa.

Les frais d'occupation et d'entretien des commissions interalliées seront ajoutés aux paiements des réparations à partir du 1^{er} janvier 1923.

Quant à la composition de la commission de contrôle l'Angleterre proposait de désigner un représentant de chacun des pays suivants : Angleterre, France, Belgique, Italie, Etats-Unis et une puissance neutre d'Europe. Le ministre des finances allemand présiderait la commission sans droit de vote sauf s'il y avait égalité des voix. Il serait tenu de se conformer à toutes les prescriptions de la Commission. Celle-ci pourrait siéger sans lui lorsqu'il s'agirait de l'exercice des droits actuellement propres à la Commission des Réparations ou à celle des garanties.

Il est bien évident que l'adoption de ce projet eut signifié un changement radical de toute la politique des réparations.

La critique française du projet anglais.

La critique française trouve que le projet anglais signifierait la non-application du traité de Versailles, car ce ne seraient plus les Alliés qui détermineraient ou réduiraient éventuellement les engagements allemands, mais une Commission étrangère dans laquelle la France, la Belgique et l'Italie, auxquelles l'Allemagne doit 70% de sa dette totale, pourraient se trouver en minorité par suite du vote décisif du ministre des finances du Reich.

L'annulation des livraisons de charbon est également aux yeux du gouvernement français une violation du traité de Versailles. La principale objection est soulevée contre le moratorium de quatre ans sans garanties ni gages. Aucune garantie que l'Allemagne payerait, le moratorium échu.

Mais le point essentiel de la critique française est de nature politique. Le voici exposé :

« Le programme anglais est utopique, il paraît plus dangereux encore si on examine les facilités qu'il accorde à l'Allemagne pour s'acquitter rapidement d'une dette aisément supportable.

L'Allemagne n'a pas de dettes extérieures par suite de la chute considérable du mark, ses

dettes intérieures ont été proportionnellement diminuées, de sorte qu'elles ne dépassent pas quelques milliards de marks-or et qu'elles seraient réduites à rien à la baisse prochaine du change allemand. Au bout de quelques années l'Allemagne serait l'unique pays en Europe sans dettes extérieures. Sa dette de réparations serait réduite à 20 milliards, grâce au système d'escompte prévu dans le projet anglais ; cette dette pourrait être amortie dans l'espace de 15 ans environ ; elle est inférieure au tiers de la dette publique française. L'Allemagne, avec sa population toujours augmentant, avec son industrie intacte qui ne cesserait de tirer tous les avantages d'une situation exceptionnelle avec ses réserves de charbon, de bois, de potasse se retrouverait puissante en face d'une France dont la population ne s'élèverait qu'à la moitié de la population allemande et qui aurait encore à supporter les charges de la reconstruction des provinces dévastées.

L'hégémonie allemande que la guerre devait détruire serait rétablie en Europe et consolidée par les Alliés eux-mêmes. »

Il est intéressant de noter dans la situation actuelle si confuse, que les mêmes idées ont été jadis développées presque en ces mêmes termes au Parlement anglais par M. Lloyd George. Le projet anglais prouve que l'Angleterre surestime quelque peu le péril français imminent et oublie presque le péril possible à l'avenir d'une Allemagne dont la puissance économique aurait été rétablie. Les critiques de M. Poincaré prouvent d'autre part clairement que la France tient moins à toucher prochainement des sommes considérables de l'Allemagne — ce que la voie des emprunts étrangers préconisée dans le plan anglais permettrait — qu'à empêcher l'Allemagne de redevenir une puissance politique.

M. Poincaré calcule en outre que la remise des bons de la série B prévue dans le projet anglais étant entièrement incertaine et qu'une grande partie des paiements de l'Allemagne devant être absorbés par les frais d'occupation, d'entretien de commissions etc., il ne resterait à l'Allemagne qu'à payer 20 milliards de réparations proprement dites desquels la France n'obtiendrait que 11 milliards.

À la fin du compte, l'Angleterre et la France sortiraient de la guerre dans la situation suivante :

La France devrait 14 milliards de marks-or aux Etats-Unis. Ses charges de pensions et de reconstruction seraient — déduction faite des 11 milliards à recevoir au titre de réparations — de 59 milliards de francs, soit au total de 73 milliards de marks-or.

L'Angleterre, par contre, devrait aux Etats-Unis 15,5 milliards (déduction faite des paiements allemands que la France et l'Italie lui céderaient) ; elle aurait à supporter les charges suivantes : 30 milliards de pensions. Au total 45 milliards, donc 62% des charges françaises.

Quant à l'annulation des dettes françaises envers l'Angleterre, M. Poincaré se livre aux opérations suivantes :

« La France donnerait contre les 11 milliards de réparations :

38 milliards d'obligations C.,

2,6 milliards dûs à la priorité belge,

1 milliard or déposé à la Banque d'Angleterre, cela en dehors des sacrifices que la France ferait par rapport aux obligations A. et B. »

Remarquons que la Belgique et l'Italie soutiennent généralement le point de vue français.

IV. Le Problème de la Colonisation de l'Allemagne.

Ce problème se pose devant trois systèmes impérialistes : français, britannique, américain.

Comment?

Les Etats-Unis n'ont pas pris part à la Conférence de l'Entente à Paris. Les bruits multiples répandus dans les journaux allemands, et d'après lesquels les Etats-Unis interviendraient dans les négociations des réparations, protesteraient contre la politique de la France, accorderaient un grand emprunt à l'Allemagne n'ont reçu aucune confirmation. Des démarches point officielles ont peut-être été faites ; en tout cas les Etats-Unis ne sont pas intervenus. Ce n'est pas qu'ils se désintéressent nullement de ce problème [sic] ; ils estiment que le moment d'une action n'est pas encore venu.

La situation économique de l'Allemagne est devenue telle par suite de la guerre et des lourdes conditions du traité de Versailles que l'Allemagne ne peut plus exister en tant que puissance indépendante. Le contrôle des finances prévu par les projets anglais et français et le fait que le capital allemand passe rapidement aux mains des étrangers sont sur le point de la transformer en un Etat colonial.

A quel système capitaliste l'Allemagne colonisée se rattacherait-elle ? Voilà désormais la question pratique qui se pose. Excluons le Japon trop éloigné, et nous resterons en présence de trois systèmes impérialistes qui pourraient essayer de recueillir l'Allemagne dans leur sphère.

1. L'impérialisme français.

La France a l'avantage d'être la voisine immédiate de l'Allemagne, l'avantage de la nécessité économique de l'union du charbon allemand et du minerai de fer français ; elle possède les forces militaires nécessaires et les alliances indispensables pour empêcher l'Allemagne de redevenir une puissance politique : la Belgique, la Pologne et les Pays de la Petite Entente l'appuient. L'Italie s'est aussi rapprochée du système impérialiste français, depuis la victoire du fascisme. Les engagements de réparations de l'Allemagne donnent à la France le droit d'assurer par la force la colonisation du pays vaincu. La France impérialiste se sent néanmoins trop faible pour recueillir dans sa sphère l'Allemagne comme un tout. La population de France n'augmente pas ; celle de l'Allemagne d'aujourd'hui aura doublé dans quelques décades. Et comme la population et la force économique de la France ne suffisent guère à maintenir son système impérialiste actuel, elle ne peut pas oser coloniser l'Allemagne considérée comme un tout. C'est pourquoi la politique française tend à détacher de l'Allemagne les parties les plus importantes au développement de sa vie économique, les pays de la rive gauche du Rhin et le bassin de la Ruhr. La grande industrie française se procurerait ainsi le charbon qui lui est nécessaire et dominerait politiquement le reste de l'Allemagne. Ou bien la France tendrait à diviser, morceler l'Etat allemand. L'arrachement de la partie industrielle de la Haute-Silésie à l'Allemagne, remise à la Pologne a constitué la première étape vers l'amoindrissement de l'Allemagne et vers la destruction de sa base économique.

2. Les Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont souvent manifesté, au cours de l'an passé, l'intention de sauver l'Allemagne. Mais la France devait préalablement consentir à une réduction de la dette de réparations, renoncer à empêcher le rétablissement de la vie économique de l'Allemagne, renoncer à l'emploi de mesures violentes ; bref, renoncer à faire de l'Allemagne, ou de parties très importantes de ce pays, sa colonie. La bourgeoisie américaine serait alors disposée à mettre des fonds à la disposition de l'Allemagne, sous forme d'emprunt afin de lui permettre de faire face à ses obligations

de réparations. Le système impérialiste des Etats-Unis absorberait évidemment l'Allemagne car les conditions que la Haute-Finance américaine lui imposerait ne seraient certainement pas moins lourdes que celles de l'Angleterre, dans son plan de réparations. Les Etats-Unis ont le pouvoir et la ressource de transformer l'Allemagne en une colonie industrielle. Ils ont les capitaux nécessaires et ils sont l'unique pays du monde qui puisse l'oser. L'Allemagne est un pays dont la population dense ne peut vivre que du travail industriel. Pour vivre l'Allemagne doit vendre sur le marché mondial les produits de son industrie. Les Etats-Unis sont l'unique pays du monde qui, malgré une situation normale, manque de mains d'œuvre industrielle. C'est l'unique pays capable de nourrir le prolétariat allemand industriel en lui donnant des matières premières à travailler en Allemagne même. Retenons que l'ouvrier allemand ne gagne actuellement que la cinquième partie environ — exprimée en dollars — du salaire de l'ouvrier américain.

L'illusion serait impardonnable de croire que la sympathie envers l'Allemagne et quelque souci particulier du sort futur de la civilisation européenne dictent à la bourgeoisie américaine ses attitudes, ses pensées, et motiveront son intervention éventuelle dans la question des réparations. Pour l'impérialisme yankee il ne s'agit que de s'emparer à bon compte de la production allemande et de prendre économiquement et politiquement racine en Europe.

3. L'Angleterre.

Le système impérialiste anglais aurait autant de difficultés que le système français à absorber l'Allemagne. L'Angleterre ne dispose pas des capitaux nécessaires pour relever l'économie allemande. Et voici le point capital : l'Angleterre étant un pays essentiellement industriel a pour le moment et pour longtemps encore les plus grandes difficultés à écouler ses produits industriels sur le marché mondial. Elle nourrit à grand-peine son prolétariat. Or, le relèvement de l'Allemagne signifierait un accroissement de la production allemande et de l'exportation allemande sur le marché mondial. Ce n'est, en effet, que par l'exportation de ses produits industriels, par trafic maritime, etc. que l'Allemagne se mettrait à même de payer les intérêts des capitaux qu'on placerait chez elle.

La colonisation de l'Allemagne multiplierait seulement les difficultés déjà nombreuses de l'Angleterre qui conserve un million et demi de chômeurs. Ne pouvant donc entreprendre la colonisation de l'Allemagne, la Grande-Bretagne a le choix entre le système français et le système américain. Le projet anglais de réparations montre clairement que les préférences britanniques vont au système impérialiste américain. L'opposition actuelle entre les intérêts anglais et français est si forte que les antagonismes anglo-américains passent entièrement au second rang. On peut affirmer hardiment aujourd'hui qu'en face du système continental impérialiste français se dresse, chaque jour plus compact, le système du marché mondial anglo-américain, anglo-saxon.

Les événements survenus pendant la rédaction de ces lignes prouvent que la France se sent assez forte pour le moment pour provoquer son adversaire anglo-saxon. Elle connaît la faiblesse du système impérialiste mondial anglais dans l'Orient : elle sait que la technique profondément modifiée de la guerre moderne a mis fin en grande partie à la situation privilégiée de l'Angleterre. Il n'y aura donc pas à notre avis de conflit armé entre les deux systèmes dans la question des réparations — du moins, pas dans un avenir rapproché. L'Angleterre et l'Amérique semblent vouloir attendre que l'aggravation constante de l'état des finances françaises et la chute du franc probablement hâtée par des ventes anglaises et américaines, convainquent l'impérialisme français qu'il n'est pas en mesure de dominer seul l'Allemagne.

3. 9 février 1923, n°12, pp. 76-77.

La Situation économique en octobre-décembre 1922 [suite]

V. Les Etats-Unis et l'Europe

Le sort de l'Europe dépend dans une large mesure des Etats-Unis. — La politique européenne des Etats-Unis et les farmers. — La situation des fermiers américains. — Leurs intérêts.

Par *Eugène Varga* (Moscou).

Nous avons souvent relevé dans nos précédentes études que le sort du capitalisme européen dépend en grande partie de la politique des Etats-Unis, autrement dit du choix des Américains dans l'alternative suivante : chercheront-ils les marchés nécessaires à leur énorme exportation de capitaux et à l'extension de leur florissante activité économique en dehors de l'Europe, surtout en Amérique du Sud, en Asie et dans les colonies anglaises, ou tenteront-ils de soutenir et de sauver le capitalisme européen ?

Les divergences d'opinions remarquées à ce sujet vers la fin de l'année aux Etats-Unis subsistent. L'entrée en vigueur du tarif douanier protectionniste prouve que le courant anti-européen l'emporte encore. Et la bonne conjoncture des mois passés ne fait qu'augmenter sa puissance, car les capitalistes américains y voient la preuve que l'économie américaine peut prospérer en dépit de la ruine croissante de l'Europe. Le rapport de novembre de la *National City Bank* exprime clairement cette opinion. Nous y trouvons ces lignes :

« Les faits semblent confirmer l'opinion que l'Europe sera dans la nécessité de nous acheter au moins autant de vivres qu'avant la guerre et la prospérité des affaires constatée cette année en dépit de grandes grèves confirme que le pays peut atteindre un haut degré de prospérité même si l'Europe n'est pas en état de se relever de sa ruine »

Les revues économiques américaines traitent la question européenne dans tous ses détails. *L'American Academy of Political and Social Science* lui a déjà consacré cette année le deuxième numéro de ses Annales.

Le commerce extérieur des Etats-Unis est généralement évalué à 10% du commerce total du pays, ce qui porte à croire qu'il n'est pas important. Cependant plusieurs branches d'industrie travaillent surtout pour l'exportation. Avant la guerre l'Amérique exportait 67% de sa récolte de coton.

En outre, les frais généraux de la production étant indépendants de l'importance quantitative de celle-ci, constituent une grande partie de ses dépenses totales, de sorte que le rendement cesse d'être rémunérateur si le manque de débouchés oblige à limiter la production. M. J. A. Farelle, président du trust de l'acier, écrivait naguère dans une requête au ministère du commerce extérieur :

« Il y a dans chaque affaire une partie de la production, que nous estimons à 20% au moins, qui doit être vendue pour que les autres 80% des ventes soient profitables. »

C'est, à notre avis, une des causes principales de l'appauvrissement réel de l'Allemagne en dépit de l'emploi de toute sa main d'œuvre.

Et de ce point de vue, l'importance du commerce extérieur semble supérieure pour la vie économique américaine qu'elle ne l'est en réalité. C'est de ce point de vue que l'on envisage surtout la situation de l'Europe.

L'énorme différence des prix des deux côtés de l'océan provoquée par la dépréciation des changes européens est particulièrement importante pour l'Amérique. Le *Federal Reserve Bulletin* de novembre 1922 prend comme base le dollar pour calculer les prix dans les divers pays européens. Les prix de 1913 étant désignés par 100, le développement en est le suivant à la fin d'octobre 1922, pour les Etats les plus importants :

Etats-Unis	165
Grande-Bretagne	148
France	112
Italie	130
Allemagne	79

Il appert que l'Amérique paie les marchandises achetées en Allemagne la moitié de ce qu'elles coûtent chez elle. Il faut, il est vrai, ajouter à leur prix les frais de transport, les droits d'exportation et d'importation; il reste, néanmoins, probable que l'importation croissante d'Europe en Amérique est en partie due à cette situation.

C'est pour les *farmers* — fermiers — que la question européenne continue de présenter la plus haute importance. Le nouveau tarif douanier les protège contre la pénétration de produits agricoles du Canada et de l'Argentine. Ainsi ce sont désormais les facilités d'écoulement des marchandises en Europe qui fixent le prix des produits agricoles aux Etats-Unis. Et les *farmers* ont naturellement tout intérêt à ce que le pouvoir d'achat de l'Europe ne diminue point. Car quoique la consommation du pays en coton et en blé ne cesse d'augmenter par suite de l'industrialisation croissante des Etats-Unis et que l'on puisse prévoir le moment où l'exportation de ces produits s'arrêtera entièrement, les *farmers* ont grandement besoin du marché européen pour exporter leurs autres produits. En dépit du renchérissement des vivres en 1921, leur situation est assez difficile, comme le prouvent les déclarations suivantes :

La récolte de cette année s'élève à 7,5 milliards de dollars. Il convient d'y ajouter le rendement de l'élevage, soit 250 000 000 de dollars; partant, *un revenu brut de 7 775 000 000 de dollars*. Le salaire des ouvriers, à en déduire, se chiffre par 750 000 000 pour 1916 et 1 milliard pour 1922. Les dépenses d'outillage, d'engrais artificiels, etc., se montent à 1 250 000 000. Reste donc un revenu total de *5 500 000 000 de dollars pour 6 500 000 farmers*, soit un revenu moyen annuel de *850 dollars par farmer*. Remarquons que la femme et les enfants du fermier participent à son travail.

Le salaire moyen annuel se montait en 1917 (les salaires étaient alors à peu près les mêmes qu'aujourd'hui) pour les

cheminots	à 1072 dollars
travailleurs du bâtiment	à 973 dollars
artisans	à 945 dollars
ouvriers des fabriques	à 1022 dollars
mineurs	à 1025 dollars

(D'après les calculs du *National Bureau of Economic Research*.)

Le farmer gagne donc moins que l'ouvrier. Et la dépréciation du sol, qui perd en fertilité, diminue encore son revenu.

Il faudrait enfin déduire du revenu du fermier les intérêts du capital placé, environ 10 000 **dollars** par ferme à 5%, c'est-à-dire 500 **dollars** par an. Il ne resterait alors que 350 dollars de gain net annuel, en moyenne, pour une famille.

On oppose à état des choses la hausse du prix du sol. L'argument ne tient pas. La valeur d'une grande partie du sol diminue ou si ce n'est pas le cas, les terres sont invendables. La famille du farmer gagne moins en un an que l'homme ne gagnerait en travaillant seul, à la ville ! Au cours des 14 dernières années, le farmer n'a réalisé un bon salaire et le revenu de son avoir qu'en 1918 et 1919.

Les fermiers d'Amérique ne veulent plus souffrir cet état des choses. Ils continuent à émigrer à la ville. Le développement des chemins de fer et de l'industrie automobile a déjà absorbé la jeune génération campagnarde. Et la continuation de cette évolution amènera le monde à la famine ; les terres vierges sont toutes conquises et les bouches se multiplient par trop. Les fermiers périront si la disproportion existant entre les prix des produits de l'industrie et les prix libres des produits de l'agriculture, qui sont aujourd'hui de 25% inférieurs à ceux d'avant-guerre, n'est pas effacée. Des organes spéciaux devront fixer la valeur des produits de la terre.

Nous nous sommes un moment étendus sur ce problème, car nous croyons que la question dont dépend le sort de l'Europe au cours des prochaines années — *les Etats-Unis suivront-ils une politique pro ou anti-européenne ?* — dépend elle-même des fermiers américains. Les *farmers* des Etats-Unis — où il n'existe plus de terres non-défrichées et non appropriées telles qu'il en est au Canada, en Argentine, en Sibérie — doivent obtenir de meilleurs prix de leurs produits. Or, ce n'est possible que si le pouvoir d'achat de l'Europe se relève, si l'Europe Centrale, l'Allemagne en particulier, se relève. Et c'est ici que les intérêts des fermiers et de la bourgeoisie américaine se rencontrent. *L'Allemagne colonie industrielle, fournirait aux capitalistes américains une main d'œuvre à bon marché et aux farmers des articles manufacturés, ainsi que l'occasion précieuse d'écouler leurs produits à meilleur compte.* L'ouvrier américain en pâtirait, car il devrait acheter ses vivres plus cher et recevrait des salaires plus bas.

L'attitude des *farmers* sera donc décisive dans le formidable combat qui met aux prises le capital et le travail américain. Les capitalistes excitent les *farmers* contre les ouvriers en leur démontrant que ce sont les salaires élevés de prolétaires qui causent les prix élevés des produits de l'industrie. Le Capital offre aux *farmers* son alliance contre les prolétaires !

La lutte entre les courants pro-européens et anti-européens de la politique américaine n'a pas eu de résultat pendant le dernier trimestre. Il semble, cependant, que malgré l'établissement du tarif

douanier protectionniste, le courant pro-européen **gagne** en force. La demande, formulée par les chambres de commerce de l'envoi d'un représentant américain à la Commission des réparations ; la pression sur le Sénat pour qu'il modifie les conditions de paiement de la dette anglaise (intérêts à 4,5%) ; l'offre de l'Amérique d'envoyer une commission pour examiner les capacités de paiement de l'Allemagne: tout cela prouve que la bourgeoisie américaine se prépare à intervenir aux côtés de l'Angleterre dans les affaires européennes et à faire entrer l'Allemagne dans son système impérialiste mondial. L'Amérique n'attend qu'une chose: que l'échec économique de la France dans sa tentative de contrainte violente de l'Allemagne, soit consommé.

4. 14 février 1923, n°13, pp. 83-87.

La situation en octobre-décembre 1922 (suite)

VI L'Allemagne et le problème de la stabilisation du mark

par *Eugène Varga* (Moscou).

I.

1. *La chute du mark ne s'est point arrêtée* en dépit du moment de répit que l'accord avec la Belgique a procuré à l'Allemagne dans ses paiements des réparations. Toutes les initiatives et tentatives en vue de stabiliser le mark ont échoué.

2. *La « bonne » conjoncture* qui allait jusqu'à présent parallèlement avec la baisse du mark à pris fin en octobre-décembre 1922. Il y avait déjà 2% de sans-travail dans les organisations professionnelles au mois de décembre. Ce pourcentage atteint presque le degré du chômage moyen d'avant-guerre.

3. *La hausse des prix a continué et dans une mesure plus forte que la chute du mark.* Même lorsque le mark était momentanément stable, la hausse des prix continuait et dans maints cas les prix du commerce en gros ont sensiblement dépassé ceux du marché mondial.

4. *Le manque de crédit et de capitaux* de l'économie allemande, qui s'était fait sentir dès la seconde moitié de l'année, a été diminué par des crédits considérables ouverts par la Banque Nationale. L'inflation monétaire a augmenté dans d'énormes proportions. Les 100 milliards de marks pris par les capitalistes dans la caisse de la Banque Nationale constituent — en dépit de l'élévation des intérêts à 10% — un vol commis au détriment de la population, puisqu'ils seront remboursés avec des marks qui perdent sans cesse de leur valeur.

5. La disproportion entre le renchérissement et l'augmentation des salaires s'est accentuée au cours du dernier trimestre et elle a conduit à une misère croissante des masses laborieuses.

II.

D'octobre à décembre la dépréciation du mark a pris des proportions catastrophiques. Le mark est tombé au quart de sa valeur dans l'espace de trois mois. Berlin marquait pour un dollar :

4 octobre	2 100 m.
3 novembre	6 000 m.
8 novembre	plus de 9 000 m.
15 décembre	6 400 m.
4 janvier 1923	8 000 m.
10 janvier 1923	plus de 10 000 m.

Comme cette baisse du mark qui dure et s'accroît depuis un an et demi ébranle de plus en plus la vie économique de l'Allemagne, des projets nouveaux en vue de la stabilisation du mark sont constamment élaborés. Nous n'examinerons que ceux ayant une importance politique. Il y en a trois :

Celui de la Commission de socialisation.

Celui des social-démocrates et des organisations professionnelles-syndicales.

Celui des spécialistes étrangers invités par le gouvernement

La commission de socialisation a confirmé en principe son point de vue du printemps passé, d'après lequel la stabilisation du mark serait uniquement possible en adaptant les paiements des réparations de l'Allemagne à ses capacités et en consolidant les finances du pays. Cette commission a abandonné son premier point de vue dans la mesure où elle jugeait naguère une intervention immédiate nécessaire par la création d'un papier stable pour éviter l'accaparement des devises étrangères. Elle ne voit désormais le salut que dans « *l'utilisation de la réserve d'or de la Banque Nationale* ». Or, cette réserve est aujourd'hui morte. Il faut la reconstituer et mettre la Banque Nationale en mesure de remplir son devoir statutaire : celui de régler la circulation de l'or dans tout le pays. « *La remise immédiate de toute cette réserve d'or pour cela n'est pas nécessaire. Il suffirait d'obtenir des devises suffisantes qui donneraient à la Banque Nationale l'influence dont elle a besoin pour régler le cours des devises. Les mesures politico-économiques et politico-financières ne pourraient ni exercer toute leur action en vue ou balancement du budget et du bilan commercial ni assurer à la longue l'appui nécessaire qu'en rapport étroit avec cette stabilisation.* » (*Berliner Tageblatt* du 8-10-1922.)

Cette opinion a été contresignée par Adolf Braun, Hilferding, Kautsky, Lederer, Umbreit, etc. A la mi-novembre on voulait émettre des bons sur la réserve d'or.

Hilferding disait, le 16 octobre, aux fonctionnaires sociaux démocrates de Berlin :

« Supposons que le déficit... (du bilan du commerce extérieur) se monte à 14 milliard or, c'est-à-dire, pour un trimestre, à 125 millions en or. Une somme de 250-300 millions en or est nécessaire aux besoins de l'importation. Et nous avons à la Banque Nationale un milliard en or. *Pourquoi n'utilise-t-on pas ces milliards en or ?* On dit que c'est pour remédier à une famine éventuelle. Mais l'économie nationale ne perd-elle pas davantage par la baisse constante du mark que si elle prenait 200 à 300 millions d'or pour stabiliser le cours du mark ? »

Hilferding réussit à faire adopter ce point de vue par le Parti Social-démocrate ainsi qu'une résolution prévoyant une action pour la stabilisation du mark à l'aide de la réserve d'or de la Banque Nationale et l'émission d'un emprunt intérieur en valeur stable.

Le mémoire que l'Union des Syndicats Allemands soumet au chancelier à la fin d'Octobre défend le même point de vue sans toutefois exiger catégoriquement l'utilisation de la réserve d'or de la Banque Nationale.

On y dit :

« Il faudrait examiner si le remboursement (d'un emprunt intérieur de valeur invariable) devra se faire par l'utilisation d'une partie des réserves d'or de la Banque Nationale ou par la réserve d'impôt adapté aux fluctuations du cours ou par la garantie des masses laborieuses allemandes. On ne doit reculer devant aucune tentative pour sauver le mark ».

Le projet Hilferding n'avait pas reçu l'approbation des milieux économiques et c'est pourquoi

les commissions des organisations syndicales n'insistent plus sur l'utilisation de la réserve d'or. Le président de la direction de la Banque Nationale, Havenstein, s'éleva le plus contre ce projet, le 28 octobre. Il dit :

« L'utilisation de la réserve d'or de la Banque Nationale est un moyen déplacé... tant que nous n'aurons pas obtenu un moratorium, une solution raisonnable du problème des réparations, une augmentation de nos capacités de travail, une restriction des dépenses, l'équilibre du budget, une amélioration du bilan commercial, etc... Nous n'aurons que des améliorations momentanées de l'état des choses actuel, suivies de chutes d'autant plus rapides, qui nous coûteraient toute la réserve d'or ou une grande partie. Cet été, la Banque Nationale est intervenue, sur la demande instante du gouvernement, avec des *moyens considérables* (210 millions de marks-or pour le marché des devises). Cela n'a nullement empêché la baisse du change allemand ; elle n'a été que ralentie. »

Hilferding et son parti sont évidemment loin d'une exacte compréhension des choses économiques actuelles. Il est évident que ce n'est pas la baisse du mark qui a provoqué la crise économique de l'Allemagne, mais au contraire la ruine économique qui a causé la chute du mark. L'appauvrissement constant de l'Allemagne se reflète exactement dans la baisse du mark. Et cet appauvrissement n'a pas été exclusivement provoqué par les versements de réparations — mais aussi par les conséquences de la guerre mondiale, par le traité de paix et par le chaos de l'économie capitaliste en général. Une banque centrale peut régler le change par l'achat et la vente de devises, même sans perdre sa réserve d'or, à une seule condition : le bilan économique du pays doit être actif ; il faut produire plus que l'on ne consomme. Avant la guerre la banque austro-hongroise a maintenu la couronne autrichienne au pair [au] moyen d'une fraction infime de sa réserve d'or. Mais le bilan économique de l'Allemagne présentant un passif considérable surtout en tenant compte des paiements des réparations, il est absurde de penser que l'emploi d'une somme infime en or pourrait arrêter la chute du mark. L'expérience faite par la Banque Nationale l'été dernier le prouve suffisamment. Les circonstances sont bien plus défavorables aujourd'hui pour un essai pareil. Le fait que le montant total des billets en circulation ne s'élève même pas à un milliard en or ne change rien à la situation. C'est toujours la sphère de production et non pas la sphère de circulation qu'il faut examiner. Et il est hors doute que si on tentait de l'utiliser vraiment, la réserve d'or disparaîtrait vite sans avoir conduit à une stabilisation durable du change allemand. Que la social-démocratie ait pu adopter un semblable projet prouve seulement qu'elle a tout à fait oublié avec la théorie de la lutte de classes, toute les théories économiques de Marx.

Les experts étrangers ont émis deux avis différents. MM. Brand, Cassel, Jenks et Keynes disent, en résumé :

La stabilisation du mark est nécessaire, mais elle est impossible dans les circonstances actuelles. Il faut avant tout que « l'Allemagne soit libérée des paiements imposés par le traité de Versailles pour quelque temps. Faute de quoi toute tentative de stabiliser le mark échouerait et coûterait les dernières réserves de l'Allemagne. Le point de vue essentiel c'est que l'Allemagne pourra s'acquitter grâce à un excédent réel et non pas grâce à de nouvelles inflations. Il lui faudrait une période de rétablissement de deux ans. Le délai accordé devra s'étendre sur les paiements en espèces et en nature. »

Ces experts insistent sur le fait que le succès de la stabilisation du mark ne dépend pas d'un emprunt intérieur, mais de la situation de la production et du budget du Reich ainsi que du règlement rapide du problème des réparations. Nous n'examinerons pas ici les détails techniques du projet des

réparations qui devrait être appliqué lorsque les hypothèses mentionnées se seraient réalisées.

MM. Vissering, Dubois et Kamenko considèrent une action de stabilisation possible — d'après le maigre extrait de leur rapport qu'on a publié — si les banquiers des pays à change élevé y participent. Ils proposent la fondation d'un syndicat financier étranger avec un capital d'au moins 500 millions de marks-or, la Banque Nationale devrait mettre à la disposition de ce syndicat 500 autres millions de marks or.

La première attache avec raison plus d'importance à l'assainissement de la situation économique du pays tandis que la deuxième se meut plutôt sur le terrain financier-technique.

C'est dans le sens de la deuxième que le gouvernement allemand adressait le 4 décembre une note à la commission des réparations, note proposant de fixer dans le plus bref délai les paiements des réparations selon les capacités de l'Allemagne et de créer un syndicat international qui accorderait au Reich un crédit de 500 millions de marks-or. Constatons que tous ces projets n'ont encore abouti à aucun résultat, bien que les plans de réparations anglais et français reconnaissent la nécessité de la stabilisation du mark, lequel, en attendant, continue de tomber et de tomber.

5. 16 février 1923, n°14, pp. 90-92.

La situation en octobre-décembre 1922 (suite)

VII. La décomposition Économique de l'Allemagne.

par Eugène Varga (Moscou).

Le chapitre du dernier rapport trimestriel du professeur Eugène Varga consacré à la situation de l'Allemagne en Octobre-Décembre 1922 est d'une brûlante actualité pendant les luttes qui mettent aux prises l'impérialisme français et le capitalisme allemand autour du bassin de la Ruhr. Il convient, en le lisant de se rappeler qu'en Janvier-Février, le mouvement de décomposition économique de l'Allemagne, scientifiquement étudié dans cet article n'a fait que se précipiter. — La Rédaction.

Le Chômage.

Nous n'étudierons ici que la situation en Allemagne en Octobre-Novembre-Décembre derniers, fidèles en cela à notre méthode des monographies trimestrielles.

La situation en Allemagne s'est singulièrement aggravée. Le 19 décembre il y avait déjà 276 871 chômeurs, dont 59 000 chômeurs complets. Rien qu'à Berlin les chômeurs étaient au nombre de 55 000. Les causes de ce changement ont été fort bien résumées par le *Courrier de la Bourse* du 5 Janvier. Quelques lignes valent d'en être citées :

« L'accroissement dangereux du chômage résulte en premier lieu de la diminution des exportations dans les industries qui ont atteint ou même dépassé les prix du marché mondial. Un second facteur non moins important c'est la baisse de la consommation intérieure au cours des derniers mois. Car malgré toutes les majorations des salaires, les salaires réels et avec eux la capacité d'achat des grandes masses, ont subi une diminution très sensible. D'après une étude de l'Office des Statistiques du Reich les salaires des mineurs de la Ruhr sont restés, entre avril et novembre 1922, de 54% intérieurs à la progression du coût de la vie. Et ceux des métallurgistes l'ont été de 62%. Il s'agit il est vrai d'ouvriers qualifiés. Mais on sait que l'appauvrissement général de l'Allemagne se traduit le plus distinctement par la tendance des salaires de la main d'œuvre qualifiée à se rapprocher du coût minimum de la vie. Et ce minimum d'existence du peuple allemand a sensiblement diminué au cours du dernier semestre. »

Devons-nous rappeler que le *Courrier de la Bourse* est un organe bourgeois ?

Le développement du chômage dans les syndicats ouvriers se définit comme suit : fin septembre 0,8% ; fin octobre 1,4% ; fin novembre 2%.

En novembre 129 000 syndiqués (au lieu de 89 000) sur 6 500 000 étaient sans travail. En outre on comptait 418 000 (soit 7,5%) chômeurs partiels.

Depuis février 1922, c'est un maximum de chômage. Mais alors que le 1^{er} mars 212 526 personnes touchaient l'allocation de chômage, 42 000 seulement la touchaient au 1^{er} décembre.

La production des charbonnages.

La production de la houille accuse, par suite des journées supplémentaires des mineurs de la Ruhr, une augmentation sensible pour le 4^{ème} semestre 1922. La production des charbonnages de la Ruhr se chiffrait par

2 489 millions de tonnes	au 1 ^{er} trimestre 1922
2 267 millions de tonnes	au 2 ^e trimestre 1922
2 447 millions de tonnes	au 3 ^e trimestre 1922
2 542 millions de tonnes	au 4 ^e trimestre 1922

Le nombre des mineurs est aussi en augmentation.

L'augmentation de la production a cependant été encore loin de suffire aux besoins de l'Allemagne de grandes quantités de charbon ayant été expédiées en France au titre de réparations et le charbon de la Haute-Silésie faisant défaut. L'importation de la houille anglaise a continué pendant le 4^{ème} trimestre bien que moindre que celle du 3^{ème} trimestre. Mais nous ne possédons pas sur ce chapitre de chiffres sûrs. Les statistiques anglaises constatent la vente à l'Allemagne de 1 600 000 tonnes; les statistiques allemandes ne constatent que l'achat de 1 200 000 tonnes.

La grande métallurgie.

Les industries du fer et de l'acier ont subi un fléchissement pendant le trimestre écoulé. La pénurie des coques et des charbons a empêché le déploiement de leur capacité intégrale de production. Les prix du fer allemand dépassèrent assez sensiblement, au moment où le mark se stabilisait quelque peu, les prix du marché mondial. En décembre ces prix durent être abaissés.

Les affaires continuent cependant à être bonnes dans l'industrie du fer. On se plaint du manque de main d'œuvre qualifiée. Par contre la fabrication des locomotives, de wagons et d'outillages techniques déperit. Le rapport du ministre du commerce dit à ce sujet que l'exploitation des forces hydrauliques, l'extension des installations électriques et les commandes à longue échéance sont en général suspendues.

Ces faits montrent que l'accumulation réelle a été infime en Allemagne à la fin de 1922.

L'Industrie textile.

L'industrie textile a souvent dû réduire sa production par suite du manque de capitaux. L'augmentation du prix du coton a été telle que les grandes firmes n'ont pu s'approvisionner en matières premières. D'autre part la diminution du pouvoir d'achat des masses populaires se fait sentir.

« Le marché est en proie à une paralysie de l'acheteur telle que nous n'avons pas vu depuis des années... Bien des articles de confection sont pourtant à cette heure, en dépit de leur prix presque inaccessible aux consommateurs, vendus à des prix moindres que ceux des étoffes nécessaires à leur fabrication. » (*Vorwaerts.*)

Les ventes de Noël ont été un échec complet

Le Commerce extérieur.

Le bureau des Statistiques du Reich reconnaissant l'impossibilité de calculer en marks papier l'importance du commerce extérieur de l'Allemagne tente de l'indiquer en marks-or. Il n'a malheureusement publié de chiffres que pour les 11 premiers mois de l'année 1922 Les voici (en millions de marks-or) :

Mois	Importations	Exportations	Excédant
janvier	330,4	324,6	5,8
février	359,5	297,9	61,7
mars	563,2	324,1	239,1
avril	508,0	326,8	181,3
mai	565,2	391,6	173,6
juin	564,6	461,6	148,0
juillet	684,8	320,8	364,0
août	545,1	242,0	303,0
septembre	421,8	280,4	141,4
octobre	531,7	291,4	240,3
novembre	536,2	255,2	281,0
Total	5610,6	3471,2	2139,4

On constate au cours des derniers mois [qu']une forte diminution des exportations et une forte augmentation des importations. Ce changement est en relations avec le détachement de la Haute-Silésie qui a privé l'Allemagne d'une grande partie de la houille et des minerais dont elle a besoin.

Les Finances du Reich.

.Nous disposons actuellement des chiffres définitifs des 9 premiers mois de l'exercice budgétaire 1922-23.

En milliards de marks-papier, les recettes ont été : 349 ; les dépenses : 1 572 ; la majoration de la dette flottante a été : 1 223.

En d'autres termes, pendant les 9 premiers mois de 1922, les impôts n'ont couvert que 22% des dépenses du Reich. Quant à l'augmentation de la dette flottante elle est fabuleuse. Au 1^{er} octobre cette dette s'élevait à 490 000 000 000 et au 31 décembre à 1 495 000 000 000 soit en 3 mois une augmentation de plus de 1 000 milliards. Il y a lieu de retenir que l'on a seulement dépensé, au cours des 9 mois précités 234 000 000 000 soit 1/5 environ du déficit total pour l'accomplissement du traité de Versailles. Malheureusement nous n'avons pu trouver aucune indication sur les sommes que le Reich a versées aux capitalistes allemands pour leurs livraisons en nature. La part des réparations dans le déficit de l'Allemagne ne peut donc pas être fixée ici. Le déficit a été couvert par de constantes émissions. Mais il ne faut pas taire que les capitalistes allemands ont eu leur bonne part de profit dans l'augmentation de la circulation fiduciaire comme le montre le tableau suivant :

	Circulation totale	Bons du trésor escomptés	Lettres de change commerciales escomptées
1er avril 1922	131	148	2
1er octobre 1922	317	350	50
30 décembre 1922	1280	1184	422

De ces chiffres il résulte que le Reich a demandé à sa banque d'émissions environ 800 milliards, alors que les capitalistes privés lui en réclamaient environ 400 d'où pour eux une nouvelle source de profits.

La hausse des prix.

La hausse des prix a été parallèle à la baisse du dollar, elle se présente ainsi pour le commerce en gros :

	d'après la Gazette de Francfort	D'après l'Office de Statistique
1914	1	1
septembre 1922	291	287
octobre 1922	432	566
novembre 1922	945	1151
décembre 1922	1670	1475
commencement janvier 1923	2050	1670

Le coût minimum de la vie montre d'après les statistiques du Dr. Kuczinsky l'augmentation suivante :

1913/1914, — 1 ; septembre 1922, — 164 ; octobre, - 261 ; novembre, — 565.

Nous avons déjà vu que les salaires des ouvriers qualifiés les mieux payés ont été, rien qu'entre avril et novembre, inférieurs de 54% et 62% à cette énorme augmentation du coût de la vie.

La pénétration du capital allemand par le capital étranger.

Elle se poursuit à une allure de plus en plus accélérée. Mais il est difficile de l'exprimer en chiffres parce qu'on se garde bien d'en ébruiter les faits principaux. Nous apprenons par le *Journal of Commerce* américain du 15 novembre que le consortium formé aux Etats-Unis, pour utiliser les stocks de marks-papier accumulés en Amérique en achats de valeurs industrielles allemandes est déjà en possession d'une grande quantité d'actions des meilleures entreprises d'Allemagne. Nous lisons tous les jours dans les journaux que telle ou telle société anonyme vient d'admettre dans son conseil

d'administration un étranger. Tout récemment un américain a été élu membre du Conseil d'Administration d'une des plus grandes Sociétés des Potasses d'Allemagne. Le capital français s'intéresse de plus en plus aux charbonnages allemands. Il contrôle déjà entr'autres les charbonnages Hamm et Friedrich Heinrich en Westphalie, Karl Alexander et Karl der Grosse dans la région d'Aix-la-Chapelle. 60 à 80 000 000 de francs de capitaux français sont déjà engagés dans les houillères allemandes sans compter les capitaux français investis dans les entreprises mixtes telles que le Harpener (voir *l'Industrie du fer en France en 1922*, par J. Levainville).

La *Deutsche Allgemeine Zeitung* a publié le 6 novembre une lettre affirmant que 8 500 maisons berlinoises sont devenues dans les cinq derniers mois propriété d'étrangers.

Cette- pénétration du capital étranger dans l'économie allemande a des effets extrêmement pernicieux. Les étrangers achètent les valeurs allemandes bien au-dessous de leur valeur intrinsèque. Cela signifie que le tribut que l'économie allemande aura à verser aux capitalistes étrangers dépassera de beaucoup la moyenne du taux intérieur des profits.

Perspectives.

Dans le dernier trimestre de 1922 la décomposition économique de l'Allemagne a fait de grands progrès. Le prolétariat, les fonctionnaires, les intellectuels, les détaillants et petits commerçants s'appauvrissent rapidement. Seuls les grands propriétaires fonciers, les paysans cossus et les gros capitalistes continuent à s'enrichir de la ruine de l'Allemagne. Ils ont profité de la dépréciation du mark qui a réduit automatiquement leurs dettes. On lit tous les jours dans le *Reichsanzeiger* des avertissements de sociétés industrielles dénonçant leurs emprunts qu'elles remboursent avec un mark ne valant plus que le 10 millième du mark-or, rendant ainsi définitive et irrévocable l'expropriation des porteurs d'obligations. Ces mêmes milieux industriels prennent bien soin de calculer leur prix de vente en dollars, en or, en blé, etc. Leurs salaires ils le payent, bien entendu, en marks papier. Le fisc, ils ne le payent pas du tout. On comprend que la cause de la stabilisation du mark ne suscite chez eux aucun enthousiasme. Tout leur système d'affaires s'échafaude sur un mark tombant sans cesse. Les capitalistes allemands ne consentiront à la stabilisation du mark que lorsque celle-ci sera rendue définitive par leur entente avec les capitalistes français et anglais. Ils se sentiront alors assez forts pour s'attaquer directement aux salaires. C'est la raison pour laquelle M. Stinnes s'oppose à toute tentative de stabilisation réelle du mark. Ce qu'il veut, ce que veulent avec lui tous les chefs d'industrie allemands c'est faire travailler davantage les salariés. M. Stinnes dans son discours au Conseil Economique du Reich s'est écrié :

« La condition première de la vie en Allemagne... c'est un grand supplément de travail. Je n'hésite pas à déclarer qu'à mon avis le peuple allemand devra pendant de longues années, 10 ou 15 ans peut-être, fournir au moins 2 heures de travail supplémentaire par jour. »

Un autre requin de l'industrie. M. Thyssen, d'écrire au gouvernement du Reich :

« Le plus grand malheur que la révolution nous ait apporté c'est l'octroi sans distinction de la journée de 8 heures... Que M. Cuno se place résolument à la tête du mouvement pour la prolongation de la journée de travail puisque, bon nombre de chefs social-démocrates conviennent eux-mêmes que les choses ne peuvent plus durer ainsi. »

L'occupation de la Ruhr n'est pas appelée à modifier le programme intérieur du capitalisme allemand, clairement indiqué ici. Si les desseins de la France ne sont pas contrariés par l'Angleterre ou l'Amérique la résistance allemande ne se prolongera pas indéfiniment : la communauté des

intérêts des Capitaines français et allemands du fer et du charbon ne devant pas tarder à prendre le dessus.

Mais à notre avis le programme de MM. Stinnes et Thyssen est objectivement irréalisable. Le prolétariat sous-alimenté d'Allemagne ne peut pas peiner 10 heures par jour. Il est impossible que la grande industrie prospère et s'enrichisse davantage dans cet effondrement général au détriment de travailleurs déjà épuisés. La tentative de réalisation de ce programme déchaînera de grandes luttes sociales qui si elles ne se terminent pas par la victoire du prolétariat conduiront l'économie et la culture allemandes à un désastre irrémédiable.

6. 21 février 1923, n°15, pp. 100-101.

La situation en octobre-décembre 1922 (suite)

par *Eugène Varga*.

VIII. L'expérience autrichienne.

L'expérience autrichienne est en ce moment fort intéressante. L'octroi de crédits par les grandes puissances à l'Autriche a momentanément enrayé la dégringolade de la couronne. Pendant les trois derniers mois de 1922 la couronne autrichienne est demeurée assez stable, ce qui a amené une certaine stabilisation des prix. Les chiffres index publiés par *l'Economiste autrichien* révèlent les oscillations suivantes :

	Moyenne des prix
Commencement d'octobre 1922	20 551
Commencement de novembre 1922	21 352
Commencement de décembre 1922	20 537
Commencement de janvier 1923	19 932

Quant aux conséquences des changements survenus dans la vie économique de l'Autriche du fait de la stabilisation de la couronne; la même revue les expose comme suit :

« Jusqu'à présent notre économie était relativement prospère. Prospérité plus apparente que réelle qui masquait une ruine grandissante. Cette prospérité factice a pris fin. Le chômage complet ou partiel, dans un grand nombre d'entreprises, nous l'indique. L'Etat a obtenu un certain répit, attesté par la stabilisation du change et par la cessation des émissions. L'avenir dira si ces résultats sont définitivement acquis. Cela dépend de ce que nous recevrons effectivement, dans les délais prévus, de crédits et d'emprunts internationaux. Cela dépendra aussi de l'application que le gouvernement fédéral et le Conseil de Cabinet, jouissant désormais de pouvoirs discrétionnaires, sauront faire d'un programme de reconstruction qui a été singulièrement épluché au cours des débats parlementaires. Cela dépendra enfin du développement et de la durée de la crise industrielle ouverte par l'adoption de ce programme et des moyens que l'on emploiera pour procurer aux centaines de milliers de fonctionnaires et de travailleurs de l'Etat menacés de renvoi, de nouveaux emplois dans la production, choses dont le programme de reconstruction ne dit mot. »

En attendant les prix du marché intérieur autrichien dépassent en général les prix du marché extérieur. Le chômage est considérable, il n'y a pas moins de 100 000 sans-travail dans ce petit pays. L'adoption de l'accord de Genève c'est-à-dire le programme de colonisation de l'Autriche par l'Entente, affermit la bourgeoisie en face du prolétariat. Le patronat a déclaré ne plus vouloir tenir

compte de l'index des prix et se refuser à accorder de nouvelles augmentations de salaires au cas où l'index accuserait une hausse nouvelle. Qu'est-ce à dire sinon que la réduction sournoise des salaires sera désormais remplacée par l'attaque directe et ouverte ? La social-démocratie autrichienne s'est soumise. Sans doute est-ce sa grande force d'inertie qui a jusqu'à présent empêché une conflagration décisive entre le capital et le travail.

Il est douteux que la stabilisation de la couronne autrichienne soit définitive. D'abord, tous les crédits promis par l'Entente n'ont pas encore été mis à la disposition de l'Autriche. Et puis nous sommes convaincus que le bilan économique de l'Autriche est passif. L'Autriche consomme plus qu'elle ne produit. S'il en est ainsi la stabilité de la couronne autrichienne ne durera pas plus longtemps, que les crédits de l'Entente. Ceux-ci épuisés la dégringolade du change reprendra de plus belle.

L'expérience autrichienne mérite d'être attentivement observée. Car elle esquisse à grands traits les expériences futures de l'Allemagne. Mais il faudrait pour stabiliser le mark allemand des crédits autrement importants que ceux alloués à l'Autriche. Puis, l'Autriche n'est pas, comme l'Allemagne, accablée par le poids des réparations. Enfin l'économie allemande nous apparaît beaucoup plus viable que l'économie autrichienne.

IX. Hongrie-Balkans-Pologne

La victoire de la réaction n'a nullement amélioré le sort de la Hongrie.

L'examen de la situation économique de la Hongrie offre un grand intérêt en dépit de la petitesse du pays. Ici, se pose la question : La situation économique d'un pays peut-elle être assainie par la victoire complète de la réaction ? En ce qui concerne la Hongrie, la réponse n'est pas affirmative. Fait significatif, la couronne hongroise ne vaut plus que le quart de sa valeur nominale. Au cours des mois passés, il y eut bien une certaine stabilisation du change hongrois, mais due principalement à une restriction importante des importations, et probablement aussi à des interventions directes de financiers étrangers.

Quant à la hausse des prix, ceux-ci ne sont point montés proportionnellement à la dépréciation du change, mais beaucoup plus vite que dans les pays voisins. Ainsi, le prix du froment a sextuplé en une année. La mauvaise récolte de l'an passé y est pour quelque chose. L'exportation de farine n'a comporté que 5 000 wagons cette année, alors qu'elle s'était élevée à 12 400 wagons dans la deuxième moitié de 1921.

La situation de l'industrie hongroise est plutôt bonne; elle se base sur les salaires extrêmement bas des ouvriers. C'est pour cette raison que toute une série d'entreprises tchécoslovaques ont été transférées en Hongrie. Nous constatons que le gouvernement de la « réaction blanche » arrivé au pouvoir avec des mots d'ordres anticapitalistes et anti-étatistes s'efforce, en ce moment, de servir et de protéger les intérêts du capital industriel hongrois. La pénétration de capitaux étrangers continue. La grande maison française Schneider a entrepris la construction du port de Budapest avec le gouvernement hongrois. Le **konzern** allemand de Stinnes a placé des capitaux considérables en Hongrie par l'achat d'actions des usines métallurgiques (fabrication du fer et de machines) hongroises. Ce qui n'est pas sans intérêt, c'est que des raffineries de pétrole hongroises ont reçu de Russie 100 wagons de naphte puisqu'elles ne peuvent pas en recevoir de la Roumanie à la suite de tension des relations politiques entre les deux pays. La presse capitaliste hongroise a été très

favorable à cette affaire conclue avec la Russie, les raffineries de pétrole hongroises ne pouvant faire travailler qu'un tiers de leurs entreprises. Les intérêts hongrois dictent impérieusement la conclusion de gros marchés avec la Russie Soviétiste. Mais ce bon côté de la situation de l'industrie hongroise a son revers : le passif du bilan commercial est excessif. Il s'est élevé à 53 milliards de couronnes en 1922. Et comme la Hongrie ne possède guère de capitaux étrangers, ce passif commercial signifie, en même temps, un passif du bilan des paiements. Il convient d'y ajouter les intérêts et les bénéfices du capital placé en Hongrie et les intérêts des anciennes dettes. Déduction faite des dettes de la France, de l'Angleterre, de la Belgique, etc. envers la Hongrie, cette dernière doit encore aux Etats cités 147 milliards de couronnes, au cours actuel. Il a, en outre, de grandes obligations envers l'Allemagne, l'Autriche et la Tchécoslovaquie. En outre, la question des réparations n'est pas encore liquidée : il ne peut pas être question d'une annulation complète des réparations pour la Hongrie, vu ses mauvaises relations avec la Petite Entente.

Le déficit du bilan des paiements et du budget de l'Etat est couvert par des émissions de papier-monnaie. La circulation fiduciaire était de 55 milliards, au mois de septembre, et de 74 milliards, en décembre.

La réaction n'a aucunement réussi à élever le développement économique du pays à un degré tant soit peu supérieur à celui des pays démocratiques voisins.

Les Balkans.

La situation économique des Balkans n'a guère changé au cours de la dernière partie de l'année. Elle dépend en première ligne de la récolte. La récolte n'a pas été mauvaise, en général, l'an passé, ce qui a contribué à améliorer quelque peu la situation générale des pays balkaniques. Toutefois, l'équilibre de la production est loin d'y être rétabli, certains Etats balkaniques continuant à enregistrer une baisse du change.

Pologne.

Les contradictions du régime : amélioration de la production et situation désastreuse des finances.

D'énormes contradictions persistent dans la vie économique de la Pologne : amélioration de la production, aggravation de la situation financière, et baisse du change.

Le président de l'Union des Organisations Agricoles et le bureau central d'exportation et d'importation donnent les indications suivantes sur les possibilités d'exportation polonaise : « On pourra exporter cette année (1922), après avoir couvert les besoins du pays même: environ 100 000 wagons de blé, à peu près 500 000 wagons d'orge et d'avoine, de grandes quantités de légumes secs, de plantes oléagineuses, 250 000 wagons de pommes de terre. Il faut y ajouter environ 1 million et demi à deux millions d'hectolitres d'alcool de pommes de terre, 900 000 tonnes d'amidon, 700 000 tonnes de pelures de pommes de terre, 20 000 wagons de houblon. — La récolte de légumes a, paraît-il, été bonne, de sorte que l'on pourra en exporter ; en outre 1 000 000 de porcs et autant d'oies. L'autorisation d'exporter 250 000 oies a déjà été donnée. L'exportation, des œufs, qui avait été prévue de 60 wagons pour novembre, devra être réduite.

Les affaires ont paru satisfaisantes dans l'industrie pendant les mois passés. L'industrie textile a atteint 90% de sa production d'avant-guerre. C'est surtout, en Roumanie et dans les Balkans que les marchandises polonaises trouvent un débouché, depuis la perte du marché russe.

Les finances de l'Etat sont, par contre, misérables, de même que le change.

	Emission de papier monnaie	Avance au gouvernement	Cours de la livre sterling
	Milliards de marks		
20 juin	256	225	20 000
20 septembre	418	314	40 000
20 novembre	729	582	70 000
20 janvier 1923	—	—	95 000

L'émission de papier-monnaie a augmenté de 200% dans l'espace de 5 mois. Et le mark polonais reste plus bas que le mark allemand.

Il est difficile d'expliquer cette contradiction dans le développement économique et financier du pays. C'est peut-être la même que celle dont souffre l'Allemagne : la dépréciation rapide du change diminue les impôts payés par les propriétaires. Il semble, d'autre part, que l'énorme appareil militaire et gouvernemental ait absorbé les fruits de la production. Ce ne sont là, pour le moment, que des hypothèses dont la vérification approfondie offrirait à un camarade polonais une tâche à la fois utile et intéressante.

7. 23 février 1923, n°16, p. 109

La Vie Economique.

Octobre — décembre 1922

X. — Tchécoslovaquie

La crise en Tchécoslovaquie. Un petit pays condamné par le démembrement de l'Europe Centrale. — Une industrie réduite à émigrer. — Que vont devenir les chômeurs ?

par *Eugène Varga* (Moscou).

La crise en Tchécoslovaquie n'est pas près de prendre fin. Il est impossible de maintenir la situation économique d'un pays à change élevé entouré de pays à change bas.

Le développement du dernier trimestre a confirmé ces opinions que nous avons précédemment exprimées. La crise continue, voire augmente. Le nombre des sans-travail serait d'un million, d'après des sources social-démocrates. Le nombre des bénéficiaires de l'allocation de chômage est, cependant, fort inférieur à ce dernier chiffre. La production du charbon reste au-dessous du niveau normal. Celle du fer et de l'acier s'élève à peu près à 30% de la capacité de production du pays.

L'émigration industrielle continue. Récemment, une grande partie de l'industrie textile de Prosnitz a été transféré en Pologne, et une partie de l'industrie du fil de Reichenberg en Saxe. La grande filature de Rosenberg (18 000 fuseaux) négocie son transfert en Hongrie (*Social-Démocrate* du 22 octobre 1922). L'émigration de la verrerie en Saxe continue. La plus grande fabrique de fer de la Tchécoslovaquie se prépare à partir pour la Hongrie ; un certain nombre d'ouvriers émigrera avec elle ; la majorité restera dans le pays sans espoir, pourtant d'y trouver jamais du travail. Il est évident que l'émigration en Amérique augmentera bientôt considérablement, surtout si la législation afférente est simplifiée. Les frais généraux de l'industrie tchèque dépassent de beaucoup ceux des pays voisins ; de sorte qu'un grand nombre de fabriques tchèques sont obligées de faire exécuter leurs commandes par l'étranger. Les entreprises textiles et de cuir ont été ainsi contraintes de faire exécuter leurs commandes par des fabriques hongroises.

Les entreprises moins importantes ont fait faillite. De 40 au mois de janvier, le nombre des faillites s'est élevé à 182 au moins d'octobre. De nombreuses firmes ne peuvent tenir qu'en s'unissant à d'autres **konzerns** ou en se laissant absorber par de grandes banques. C'est pourquoi la concentration des affaires fait des progrès de plus en plus rapides. De grandes banques même ne sont pas à même de résister à la crise. Le krach de la banque de Silésie et de Moravie avec un déficit de 100 000 de couronnes tchèques a produit une vive impression.

Nous avons dit naguère que le cours élevé de la couronne tchèque ne pourrait pas se maintenir. Depuis, nous avons assisté à une baisse de la couronne. On marquait pour une livre anglaise :

Au début de 1922	26 août 1922 cours le plus élevé	3 janvier 1923
217	117	150

Le cours élevé de la couronne est généralement dû à la spéculation. Après la chute du mark, la spéculation de l'Europe Centrale c'est précipitée sur la couronne tchécoslovaque. Le gouvernement tchécoslovaque a favorisé la spéculation en répandant que la couronne tchèque serait stabilisée à 20 centimes suisses. Puis, la demande de la couronne tchèque augmenta par suite de la conclusion d'affaires en couronnes tchèques en Autriche, en Hongrie, en Yougoslavie et en Roumanie, à cause des fluctuations excessives du change dans ces pays.

La valeur de la couronne tchèque fut, à l'étranger, supérieure à son pouvoir d'achat réel à l'intérieur du pays.

Le *Federal Reserve Bulletin* américain a publié en décembre 1922 des renseignements dont il ressort que l'index des prix du commerce de détail en Tchécoslovaquie était de 20% supérieur en septembre au cours de la couronne tchèque par rapport au dollar. Le *Courrier de la Bourse de Berlin* a constaté à peu près la même chose (N°. 605).

Le développement des prix à l'intérieur du pays n'a jamais pu *s'adapter complètement à la hausse de la couronne à l'étranger*. Ceci est surtout dû à la disproportion existant entre l'évaluation intérieure et extérieure du pouvoir d'achat, maintenus par l'Etat lui-même qui faisait monter artificiellement sa valuta [devise] à l'étranger, sans, toutefois diminuer les tarifs des services publics, les impôts et les prix des monopoles.

Le rapport entre les prix actuels du commerce de détail et ceux d'avant-guerre est de 1 à 10, tandis que la cours da la couronne est de 1 à 6 par rapport à la parité.

Les frais de transport entrent aussi pour beaucoup dans le renchérissement du coût de la vie. En couronne» tchèques, l'*Economist* londonien les a exprimés comme suit pour le même poids et le même trajet :

Tchécoslovaquie	Allemagne	France	Yougoslavie	Belgique
205	92	76	60	57

Le cours élevé de la couronne a été très préjudiciable à la capacité de concurrence des produits tchécoslovaques. L'*Economist* écrit à ce sujet :

« Une personnalité financière qui fait autorité a dernièrement souligné que l'écoulement de ses produits superflus est une question vitale pour la Tchécoslovaquie ; ce pays sera obligé d'exporter sa main d'œuvre et ses machines ; s'il en est empêché, il n'évitera pas une catastrophe. »

Mais pour rétablir la capacité de production du pays sur la marché mondial, il faut avant tout une diminution des frais de production On l'opère automatiquement, en ce moment, par la baisse du cours de la couronne. Le gouvernement lutte, cependant, contre cette conjoncture financière. La

banque d'émission a jeté sur le marché une grande quantité de devises étrangères — 330 000 000 de couronnes tchèques environ — afin de ralentir la baisse du change.

C'est par une diminution directe des salaires que la bourgeoisie tchèque essaie d'abaisser le prix de production. Elle a eu quelques succès au cours du trimestre passé. Toutefois, cette méthode se heurte à la résistance de la classe ouvrière, de même qu'au fait que le pouvoir d'achat de la couronne est bas dans le pays et que les prix des vivres ne diminuent point. En somme, nous ne pouvons que répéter ici des conclusions que nous formulions il y a six mois :

« Un petit Etat industriel ne peut assainir sa vie économique s'il est entouré d'autres Etats dont la vie économique est en voie de désagrégation et dont le change baisse de plus en plus. »

La crise actuelle de l'économie en Tchécoslovaquie est plus profonde que ne l'était à son apogée; la crise aux Etats-Unis et en Angleterre.

8. 28 février 1923, n°17, pp. 117-118.

La Vie Economique.

Octobre-décembre 1922

XI. La France avant l'occupation de la Ruhr

Accumulation réelle de richesses et déficit. — Les réparations effectuées. — Le bilan du commerce extérieur.

par *Eugène Varga*.

Il y a lieu de rappeler que la situation décrite dans cet article a été assez profondément modifiée, dans plusieurs de ses aspects, par l'occupation de la Ruhr. La Réd.

Nous nous sommes occupés déjà de la question des réparations ; nous ne nous arrêterons ici qu'aux accords de livraisons en nature. Les espérances entretenues à leur égard se sont promptement évanouies. La quantité de marchandises que la Fiance a obtenue par ces accords est dérisoire. M. de Lubersac disait à ce sujet, au cours d'une séance du comité Français pour les livraisons en nature :

« Les résultats sont pour ainsi dire nuls jusqu'à présent, la valeur totale des livraisons faites n'atteignant pas 15 000 000 de francs. »

Quelle est la cause de cet échec ? Selon la revue à laquelle nous emprunterons cette citation (*L'Usine*)¹, organe de la grande industrie française, la cause est à rechercher du côté allemand.« Il convient de remarquer que la faute en incombe aux industriels allemands et non pas aux industriels français, les premiers ayant fait aux sinistrés des prix beaucoup plus élevés que les prix du pays même et s'étant appropriés la différence entre les prix du marché mondial et les prix allemands. »²

Le fait que le représentant du ministre du commerce français prit position contre l'extension du tarif minimum à des articles nouveaux pour la reconstruction prouve d'ailleurs que l'influence française s'est également exercée contre les livraisons en nature, sabotées par les capitalistes des deux pays. Toutes les combinaisons en rapport avec l'accord signé par M. Stinnes ont en effet échoué.

Accumulation réelle et augmentation de la dette de l'Etat

Il est extrêmement difficile d'apprécier la situation économique de la France. Deux faits d'apparence contradictoires nous frappent en abordant cet examen:

¹ *L'Usine* du 6. 1. 1923: D'après les données de *l'Economist* du 9. 12. 1922, il y a eu des commandes pour 12 millions et la valeur des marchandises déjà fournies ne s'élevaient qu'à 1.000.000 de francs.

² D'après *l'Economist* du 9. 12. des briques ont été offertes au prix de 150 francs par les Allemands, le prix français était alors de 125 fr. — « L'observateur français croit que le gouvernement allemand, qui est responsable de ces prix, sabote sciemment le traité de Wiesbaden »

L'augmentation considérable des dettes de l'Etat et l'accumulation réelle des richesses.

Voici les chiffres principaux du budget de la France :

D'après le dernier rapport officiel, les dettes de l'Etat s'élevaient au 31 mars 1922 à :

	Milliards de francs
Dettes intérieures consolidées	155,1
Dettes intérieures pendantes	87,0
Total	242,1
Dettes extérieures consolidées ³	41,4
Dettes extérieures pendantes	33,4
Total	74,8
<i>Dettes extérieures et intérieures ensemble</i>	<i>317 milliards de francs.</i>

La balance du budget a l'aspect suivant, si nous passons outre les distinctions absurdes des dépenses ordinaires, extraordinaires et des rentrées prévues d'Allemagne :

	1921	1922 (évaluation)	1923 (propositions)
	Milliards de francs		
Dépenses	52	52,3	54,5
Recettes	21,5	20,9	19,3
Déficit	30,5	31,4	35,2

Quoique ces chiffres soient bien alarmants, il sied ne pas perdre de vue qu'une accumulation réelle correspond à ce déficit, qu'une grande partie du capital est absorbée par la reconstruction de fabriques, d'immeubles, de routes, de chemins de fer, etc.

Le déficit français donc être apprécié tout autrement que le déficit allemand. On a reconstruit après la guerre environ 20 000 fabriques, 220 000 habitations (en outre des 180 000 immeubles restaurés), construit des chemins de fer, des ponts etc. On estime à 60 milliards la somme réellement employée en réparations. L'accroissement des dettes de l'Etat n'est donc pas à comparer à un

³ D'après le change du moment.

appauvrissement de l'économie française. Il signifie seulement que la reconstruction s'accomplit aux frais de l'Etat qui en couvre les frais par les impositions. Le fait que l'économie française a été à même de réaliser une telle accumulation de biens — surtout de superflu de sa production même — est une preuve de sa bonne santé⁴. Le déficit allemand est la conséquence d'un appauvrissement réel du pays, tandis que de grandes parties du déficit français représentent une accumulation réelle !

Il semble, en outre, que les finances françaises soient en voie d'amélioration. Les chiffres que voici permettent d'en juger:⁵

	Augmentation des dettes de l'Etat	Dépenses militaires	Recettes de l'Etat
1918	—	—	6,8
1919	51,3	8,2	11,6
1920	42,8	7,6	19,8
1921	31,1	6,3	21,7
1922	21,0	4,9	—

Ces chiffres sont évidemment destinés au public; ce n'est qu'après 4 ou 5 ans que le budget de l'Etat peut réellement être fixé en France. Quoiqu'il en soit ces chiffres montrent la courbe accentuée du développement. Le cours du franc est aussi une garantie, car le franc ne tombe nullement en proportion du déficit de l'Etat.

La conjoncture économique s'est améliorée au court du dernier trimestre. La concurrence du charbon anglais sur le marché français a considérablement diminué depuis la fin de la grande grève des mineurs américains. Le change élevé de la livre chasse également le charbon anglais du marché français. Mais c'est pas à pas que la situation s'améliore dans les centres miniers du nord de la France (pays en reconstruction). La production totale du charbon comportait 4 000 000 de tonnes de plus en 1922 qu'en 1921 ; en tout, cependant, 32 000 000 contre 40 000 000 avant la guerre :

L'industrie du fer et de l'acier a pu enregistrer une légère amélioration au court du trimestre écoulé — octobre-décembre — toutefois, les fabricants se plaignent du manque de charbon. La production de fer brut a atteint en 1922 5,1 millions de tonnes contre 4,1 en 1920 ; elle est encore inférieure de 5,3 millions de tonnes à la production d'avant-guerre (sans la Lorraine).

Les affaires ont été très favorables en dépit de bas prix dans la fabrication de wagons, de machines agricoles, d'aéroplanes, etc. L'industrie textile a également enregistré des résultats satisfaisants.

⁴ Nous essayerons de fixer prochainement quelles parts de ces accumulations réelles reviennent aux livraisons allemandes, aux emprunts extérieurs et à l'excédent de la production française.

⁵ D'après les chiffres du *Federal Reserve Bulletin*.

De là une hausse des prix. Voici l'index du commerce de gros pour l'année 1922 :

1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre
357	368	380	407

Il convient de prendre ici en considération la hausse du franc Voici quel a été le développement du commerce extérieur pendant les deux premiers mois de 1922, en milliards de francs :

	Importation	Exportation
Vivres	5 171	1 672
Matières premières pour l'industrie	12 144	4 258
Articles manufacturés	3 662	10 740
Colis postaux	—	1 193
[Total]	20 977	17 863

Il y a donc un passif de 3 milliards de francs contre 1 milliard et demi seulement en 1921. L'exportation des articles manufacturés n'a diminué que d'un demi-million et l'importation de matières premières pour l'industrie a de beaucoup augmenté. Le déficit s'est considérablement accru pendant les mois passés ; il s'élevait à 600 000 000 en novembre. Mai» les chiffres du commerce extérieur français ne sont pas très exacts.

En résumé : la vie économique française s'est légèrement améliorée au cours du dernier trimestre de 1922, en dépit de l'ébranlement des finances.

9. 26 juin 1923, n°51, p. 378

Le mot d'ordre du Gouvernement Ouvrier et Paysan

par E. Varga.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est un des résultats les plus importants de l'Exécutif Elargi de l'IC. La nécessité d'élargir la base de notre mouvement ressort de la situation internationale. La bourgeoisie a beaucoup appris depuis l'existence de la Russie de Soviets : elle ne commettra plus les fautes qu'elle a faites lors de la naissance du gouvernement des Soviets russe et qu'elle a répétées lors de la formation de la République des Soviets de Hongrie. Elle ne se laissera pas prendre au dépourvu ; elle ne se moquera pas une fois encore de la volonté du prolétariat de prendre le pouvoir et de la capacité de celui-ci à diriger politiquement le pays. Il faut que nous comptions avec le fait que la bourgeoisie opposera une résistance acharnée et résolue à toute tentative de prise du pouvoir.

Le prolétariat industriel et agricole seul n'est pas assez fort pour renverser la bourgeoisie. D'autant plus que certaines parties du prolétariat sont mises au services de la bourgeoisie par les social-démocrates. *Le prolétariat révolutionnaire doit trouver des alliés dans le camp non prolétarien.*

C'est la classe paysanne laborieuse qui doit être notre principal alliée surtout parce que la classe paysanne laborieuse est une classe qui n'exploite pas. Le petit paysan et le paysan ont souvent une petite fortune mais cette fortune ne constitue pas dans leurs mains un capital, puisqu'ils ne s'en servent pas pour exploiter les ouvriers. Ils se servent des moyens de la production comme base naturelle de l'emploi de leurs propres forces de travail, et non pas comme moyens d'exploitation du travail d'autrui.

Ce sont d'ailleurs là les seuls alliés sur lesquels nous pouvons compter.

D'autre part, la classe paysanne peut être notre alliée parce qu'elle est également exploitée par le capital. Toutefois, cette exploitation ne s'accomplit pas directement comme c'est le cas pour le prolétariat. Le capital financier, réuni en trusts, maintient artificiellement les prix des produits de l'industrie à un niveau élevé et baisse, artificiellement aussi les prix des produits de l'agriculture ; c'est de cette façon directe [indirecte ?] qu'il exploite les paysans laborieux. Il accapare une grande partie des revenus que les paysans laborieux ont obtenus par leur propre travail sous forme du capital de prêt et d'usure, du monopole des moyens de transports, du commerce intermédiaire usuraire. Le prolétariat et la classe paysanne se trouvent donc en face d'un ennemi commun, ce qui crée la base d'une alliance de classe.

Une question se pose : Comment peut-on concilier la tactique de l'alliance avec les paysans laborieux et la dictature du prolétariat ? Nous tenons à souligner ici, que, par suite des particularités de l'ordre de production paysanne, du fait que les paysans sont dispersés sur de grandes surfaces et qu'ils consomment eux-mêmes une grande partie de leur production, ceux-ci sont moins liés à toute la vie économique que la bourgeoisie et le prolétariat

Cela explique que les paysans en tant que classe n'ont jamais pu dominer pendant longtemps. Ils doivent être conduits ou bien par la bourgeoisie, ou bien par le prolétariat. La question suivante se pose pour les paysans : *être conduits par les ouvriers et n'être pas exploités par eux* — ou bien, comme c'est le cas dans les pays capitalistes, *être conduits et exploités par les capitalistes*. En leur

posant clairement cette question en sachant leur faire comprendre les contradictions quotidiennes d'intérêts entre eux et les agrariens capitalistes, il est hors de doute que nous pourrions gagner de larges masses de paysans laborieux pour la lutte contre la bourgeoisie et, après avoir vaincu celle-ci, pour la défense de la dictature du prolétariat. Le mot d'ordre du *gouvernement ouvrier et paysan*, dont le sens pratique est un gouvernement des ouvriers et des paysans travailleurs, sera un des ressorts pour pousser en avant le mouvement communiste révolutionnaire.

10. 17 novembre 1923, n°91, pp. 697-699.

La situation économique mondiale

Une rapide vue d'ensemble. - La crise du capitalisme continué.

par *Eugène Varga.*

Les espoirs des milieux capitalistes en une amélioration de la situation économique du monde ne se sont guère réalisés en 1923... L'amélioration ne se fait sentir qu'aux Etats-Unis et dans quelques pays d'Europe, notamment en France et en Belgique. Il est du reste assez douteux que l'amélioration ressentie dans ces derniers pays soit réelle, profonde. Elle semble plutôt résulter de la dépréciation lente, mais progressive, de leur change. L'expérience et l'exemple de l'Allemagne ont montré que la dépréciation du change n'est susceptible de provoquer une certaine prospérité industrielle qu'aussi longtemps que le pouvoir d'achat de l'unité monétaire sur le marché intérieur dépasse de beaucoup celui du marché international. La durée de cet état de choses est la condition première de la capacité d'exportation d'un pays qui bénéficie de la dépréciation de sa monnaie. Mais un revirement finit toujours par se produire. La dépréciation du change fait d'abord faire tous les calculs en heures de travail moins chères que dans les pays à change stable ; le revirement qui intervient ensuite montre qu'en présence d'un change déprécié les prix du marché intérieur doivent dépasser bientôt ceux du marché mondial. La situation actuelle de l'Allemagne nous offre une confirmation éclatante de cette règle.

La désagrégation du marché capitaliste mondial continue ainsi et il nous paraît même qu'elle s'accroît. Les changes des pays neutres d'Europe qui se sont assez longtemps maintenus relativement stables vis à vis du dollar, ont continué à glisser. Nous parlons du franc suisse, du florin hollandais et des monnaies scandinaves.

On peut observer ici un fait intéressant : selon l'état de la valuta, deux zones différentes d'échange international de marchandises se forment : 1) Les pays à change stable commercent entre eux ; 2) Il en est de même des pays à change fortement déprécié. Les échanges entre les pays à valuta élevée et ceux à valuta descendante deviennent de plus en plus difficiles et se rétrécissent sans cesse.

Passons maintenant à l'examen rapide des grandes économies nationales.

Etats-Unis.

La prospérité des Etats-Unis était arrivée à son apogée au printemps de cette année (mars-avril). L'été amena une certaine dépréciation qui s'exprime autant par les chiffres de la production que par ceux du commerce extérieur Cette production comportait en

	(en milliers de tonnes)			
	Fer brut	Acier	Total des commandes du trust de l'acier	Consommation de coton (en milliers de ballots)
Mai	38,68	41,96	69,81	621
Août	34,35	36,79	54,15	492

Au mois de septembre, dont nous ne connaissons pas encore les chiffres exacts, il paraît que s'est produite une légère amélioration.

Mais ce qui a pour nous une importance décisive c'est que la grande prospérité américaine n'a exercé aucune influence favorable au relèvement de l'économie européenne. Ce relèvement, il n'est plus permis de l'espérer pour un avenir rapproché. En mars, avril et mai, la prospérité américaine était telle que le bilan commercial des Etats-Unis en est devenu passif ; en juin, le commerce américain (extérieur) est redevenu actif. Cela signifie qu'on a jeté plus de marchandises américaines sur le marché mondial que celui-ci n'en a retourné à l'Amérique. En présence de la crise des Banques qui règnent sur les marchés européens, il n'y a plus de chance d'influencer, dans un sens favorable le commerce avec les Etats-Unis. Les importations des Etats-Unis qui, en mars, se chiffraient par 398 millions de dollars, sont tombées en août à 275 millions de dollars. L'espoir que de forts achats américains viendraient ranimer le marché européen a été déçu.

Certes, les rapports économiques qui nous arrivent d'Amérique montrent toujours un assez grand optimisme ; mais ils n'empêchent que les voix, notamment celles des milieux financiers, deviennent plus nombreuses qui affirment que, sans un relèvement du marché européen, une prospérité économique durable n'est plus possible même en Amérique.

On constate qu'en 1922, l'Europe a absorbé 54% des exportations américaines (des Etats-Unis). Les agriculteurs préconisent également le relèvement de l'Europe. En Amérique, les prix des produits agricoles sont déterminés par les prix du marché mondial. Et ces prix mondiaux dépendent de ce que l'Europe est capable de payer. D'autre part, la capacité d'achat très diminuée de l'Europe est de plus en plus satisfaite par la Russie. De sorte qu'aux Etats-Unis on a récemment recommencé à nourrir le bétail avec du froment. On y préconise l'octroi des crédits à l'Allemagne sous la forme de livraison de froment, etc. C'est à cette situation qu'il faut attribuer le penchant que manifestent les Etats-Unis à participer, sous une forme quelconque, à la solution du problème des réparations

Empire Britannique.

De toutes les grandes puissances, l'Angleterre se trouve dans la situation la plus critique. Et cette situation a continué à s'aggraver. Le nombre des chômeurs augmente d'une semaine à l'autre, et l'on compte qu'au nouvel an il atteindra, sinon dépassera celui de l'année passée. Il n'est plus question maintenant des avantages que l'économie anglaise a tiré un certain temps de l'occupation de la Ruhr. La situation de l'industrie textile reste mauvaise et la restriction de la production cotonnière se prolonge d'un mois à l'autre. Les économistes britanniques paraissent de plus en plus renoncer à l'espoir que l'Angleterre pourra continuer à nourrir sa population en exportant les produits de son industrie et en important ses matières premières et ses denrées alimentaires. On est désorienté en Angleterre. On s'efforce de relever l'agriculture anglaise et d'organiser l'émigration aux colonies. Les vieilles traditions britanniques de politique économique sont mises en question. On exige le protectionnisme, on préconise l'inflation artificielle...

La Conférence (politique et économique) d'Empire a tenté de transformer l'Empire britannique en un seul organisme économique national qui se suffirait à lui-même et s'isolerait du reste du monde par des tarifs douaniers. Les débats ont montré que la situation économique des diverses colonies anglaises est beaucoup trop variée pour permettre la réalisation d'un pareil projet. Le Canada est fortement intéressé au développement de son industrie et a déjà des liens économiques plus forts avec les Etats-Unis qu'avec l'Angleterre. Dans les autres colonies, on a vu naître, pendant la guerre, des industries indépendantes qui hésitent à se subordonner à la nouvelle politique de la

métropole. Cela se rapporte tout particulièrement aux Indes. D'autres part, en Angleterre même, le capital industriel et commercial s'opposent énergiquement à la constitution d'un Empire britannique se suffisant économiquement à lui-même. Ces milieux redoutent un renchérissement des denrées alimentaires et, par là, une majoration des frais de production et une diminution de leur capacité de concurrence sur le marché mondial.

Il paraît que l'antagonisme des intérêts entre les dominions et la métropole est si fort qu'il empêche toute politique économique unitaire. Ce qui caractérise surtout la situation confuse de l'économie anglaise, c'est le courant, très influent dans les milieux capitalistes industriels, qui se prononce ouvertement en faveur d'une politique d'inflation. A cet égard, les discours, que le président de la puissante Union des Industriels britanniques, M. Geddes, a tenu récemment à Glasgow, est surtout intéressant. M. Geddes a dit, entre autres : « Je doute que nous puissions supporter, outre toutes nos autres difficultés, les sacrifices découlant d'une amélioration continue de notre change. La valeur de la livre sterling par rapport au dollar se relève depuis plusieurs années. Nous avons, en revanche, traîné le lourd boulet du chômage. Notre imposition fiscale a été extrêmement lourde. Il faudrait un certain accord entre notre politique financière et la situation économique du monde... Ce n'est pas nous qui avons causé le marasme de l'économie internationale. Nous sommes incapables de contrôler l'inflation des autres pays ; mais nous sommes en mesure de régler notre propre politique financière. Dans le commerce international une politique de déflation continue et une baisse incessante des prix signifie un déplacement du commerce, une augmentation de charges, une tension constante des forces pour adapter les prix et le coût de la production au niveau sans cesse baissé des prix mondiaux. Il me paraît que tout cela s'ajoute dans une mesure insupportable aux charges sous lesquelles nous fléchissons déjà. Ces charges, nous pourrions les alléger par une politique qui concentrerait moins exclusivement ses efforts sur l'amélioration de notre change vis à vis de l'Amérique et davantage sur le rétablissement des relations économiques plus constantes ».

M. Geddes termine en annonçant que le rapport de la commission nommée par l'Union des Industriels britanniques pour l'étude de cette question, serait très prochainement publié.

Les idées d'introduction du système protectionniste d'inflation artificielle et de néo-malthusianisme économique gagnant tous les jours du terrain en Grande-Bretagne, prouvent assez que les économistes anglais ont perdu l'espoir de rétablir l'ancienne situation de l'Angleterre dans l'économie internationale.

France et Belgique.

De tous les pays d'Europe, la France et la Belgique paraissent jouir de la meilleure situation économique. Le chômage y est minime : la France reçoit de la main d'œuvre étrangère. Cela résulte, comme nous avons déjà dit plus haut, en premier lieu de la baisse lente des changes français et belge, qui permet à l'industrie française et belge d'écouler ses marchandises sur le marché mondial et de concurrencer efficacement l'Angleterre et les Etats-Unis. La presse anglaise est remplie, depuis quelque temps, de récriminations contre la pénétration des produits de l'industrie française (draps et métaux surtout) sur le marché anglais. La Chambre de Commerce de Bradford a dernièrement exigé l'institution de droits dédouané protecteurs en faveur de l'industrie textile anglaise. Dans les journaux français on a annoncé dernièrement la conclusion d'un accord entre la France et l'Angleterre interdisant l'importation en Angleterre des produits de la Ruhr accumulés pendant la période d'occupation. (*Matin*, du 25 octobre). Il paraît, en effet, que l'état florissant de l'économie française

et belge ressemble tout à fait à celui que nous avons pu constater en Allemagne en 1920 et 21.

Allemagne

La situation économique de l'Allemagne est actuellement caractérisée par un revirement complet des calculs. Après l'expropriation totale des classes moyennes par l'inflation, nous voici arrivée à une situation qui oblige les derniers éléments intermédiaires entre la production et la consommation, les détaillants, les hôteliers, les sociétés de transports, etc., à passer au compte en marks-or, s'ils ne veulent pas perdre leur dernier fonds de ravitaillement. Ainsi, l'apparence de production à bon marché et de prospérité s'est absolument vaporisée. Il devient évident qu'on produit en Allemagne à des prix plus élevés que sur le marché international. Une terrible crise de vente en a résulté. La chômage s'accroît d'un jour à l'autre. Et, tenant compte du chômage dans la Ruhr sur lequel nous ne possédons pas d'informations précises, nous pouvons affirmer, sans crainte d'être démentis, que le nombre des sans-travail dépasse sensiblement un million ; celui des chômeurs partiels s'élève certainement à plusieurs millions.

Le passage au calcul des prix en marks-or révèle l'appauvrissement absolu de l'Allemagne. Les magasins qui vendent des articles de première nécessité, (habillement, chaussures, etc.) sont déserts. Les grandes masses du prolétariat et les couches moyennes de la population sont incapables d'acheter ces articles aux prix actuels. Ainsi, le bénéfice escompté par les commerçants, du calcul des prix en or ne se réalise pas **moins** [?] faute d'acheteurs. De même, les étrangers n'ont plus intérêt à acheter en Allemagne, par suite des prix trop élevés. Quant aux paysans, les riches sont largement pourvus d'articles industriels ; et les pauvres ne peuvent rien acheter, accablés par les nouveaux impôts et n'osant, en présence de l'allure folle de la dépréciation du mark, vendre leurs petits stocks de denrées alimentaires. Ainsi, l'économie allemande est plongée dans une crise terrible qui n'a pas de précédent dans l'histoire de la production capitaliste. , Le problème des réparations, les tendances au démembrement du Reich, la situation sans issue des finances publiques viennent augmenter le découragement de tous ceux qui participent en Allemagne à la vie économique.

En dépit des impôts nouveaux, malgré la cessation de la résistance passive dans la Ruhr, les dépenses du Reich ont augmenté du 10 au 20 octobre davantage que n'a monté le change du dollar. Quant aux recettes, elles ne comportent pas même le centième des dépenses, de sorte que celles-ci doivent presque entièrement être couvertes par la presse à assignats. Les gouvernements bourgeois paraissent totalement impuissants à remédier à cet état de choses.

Pour nous résumer, nous ne pouvons que répéter, qu'à l'exception des Etats-Unis où l'on peut s'attendre, sinon à une prospérité aussi grande que celle des temps passés, du moins à une situation économique satisfaisante d'une certaine durée, l'économie du reste du monde capitaliste et surtout celle des pays capitalistes d'Europe reste pour longtemps en état de crise. Somme toute, la situation générale de l'économie, européenne accuse plutôt une détérioration qu'une amélioration.

11. 28 décembre 1923, n°95, pp. 725-727

La Banqueroute de l'Allemagne

Ses causes: le sabotage de la fiscalité par la bourgeoisie. Pourquoi ? Un rétablissement de la situation par le capitalisme allemand est-il possible ? Volonté de classe contre volonté de classe.

par E. PAVLOVSKI⁶)

(Moscou, décembre)

Lorsque je publiai, il y a deux ans, sous le même titre que cet article, un petit livre prédisant l'effondrement de l'Allemagne, seul un petit nombre de camarades partagea mon opinion. Dans les milieux bourgeois mes arguments ne rencontrèrent que réfutations et incrédulité unanime.

Aujourd'hui la banqueroute de l'Etat allemand est universellement reconnue. Le Reich n'a pas été le 17 décembre, en mesure de payer ses fonctionnaires. Ces derniers n'ont reçu que la moitié de leurs appointements ; on leur a promis de payer le reste le 21 décembre. On fera de même en janvier. Les chemins de fer du Reich, récemment détachés, quant à leur gestion financière, de l'Etat allemand, se trouvent dans le même état de faillite. *Et la banqueroute ne concerne pas que le Reich et ses entreprises : tous les Etats allemands, toutes les villes d'Allemagne ont aussi fait faillite.*

La production allemande traverse également une crise des plus graves. D'après les statistiques publiées par les Unions Syndicales le nombre des sans-travail, dans les six syndicats les plus importants, avait atteint le 31 octobre les chiffres que voici :

Fédérations	Nombre d'adhérents en mille	Chôment complètement en %	Chôment partiellement en %	Total en mille	Total en %
Bâtiment	487	25,8	—	126	25,8
Bois	394	18,5	33,3	204	51,9
Métaux	1152	18,9	77,1	1106	96,0'
Textile	685	10,6	58,3	472	68,9
Ouvriers d'usine	675	11,0	22,0	223	33,0
Imprimeurs	68	18,2	59,0	46	68,1
Total	3461	17,2	41,6	2177	57,3

Ces chiffres, empruntés au bulletin officiel *Economie et Statistique* (N°. 22), démontrent que, déjà fin octobre, 63% des ouvriers des branches les plus importantes de la production chômaient complètement ou partiellement !

⁶ On sait que ce pseudonyme - E. Pavlovski - est celui de l'un de économistes les plus qualifiés de l'Internationale Communiste. [note de 1923]

Depuis la situation a continué d'empirer La production allemande est dans un état de crise beaucoup plus grave qu'on ne peut se l'imaginer. Cette crise de la production se rattache étroitement à la banqueroute de t Etat.

La catastrophe financière du Reich qui se présente actuellement avec une si grande acuité, n'est pourtant pas un phénomène nouveau. L'Etat allemand se trouvait déjà depuis deux ans en état permanent de faillite. Ce fait ne pouvait être dissimulé que grâce à l'émission toujours croissante de papier-monnaie Mais l'automne dernier, lorsque les agrariens et les paysans se refusèrent à recevoir en échange des vivres un papier-monnaie infiniment déprécié, l'ancienne méthode de dissimulation de la vérité devint tout à coup inapplicable. L'approvisionnement des villes en fut compromis, voire rendu impossible. La nécessité impérieuse s'imposa de créer une monnaie nouvelle que les paysans accepteraient.

Le Rentenmark fut lancé pour mettre un terme à l'émission illimitée de papier-monnaie servant à couvrir le déficit, c'est-à-dire à dissimuler la faillite financière.

La cause principale de la banqueroute du Reich est, sans parler de la situation internationale et sociale de l'Allemagne, le *sabotage absolu des impôts* — c'est-à-dire de toute fiscalité — *par la bourgeoisie allemande*. Les rentrées du fisc allemand, calculées en marks-or, d'après le cours officiel du dollar, ont donné

en millions de marks-or

en 1922	1 178,2
en janvier 1923	57,2
février	43,3
mars	54,8
avril	85,8
mai	122,6
juin	48,3
juillet	48,3
août	13,0
septembre	1,4
Total (pour 1923)	474,7

La plus grande partie de ces recettes provenait de *l'impôt sur les salaires* et des impôts sur le chiffre d'affaires et les articles de première nécessité, payés par les « consommateurs », c'est-à-dire pour la plus grande partie également par les travailleurs. Les impôts payés au cours de cette année par la bourgeoisie et les agrariens allemands n'ont pas atteint, même calculés avec un optimisme certainement exagéré, au total, plus de 200 millions de marks-or. Il faut encore remarquer à ce sujet que par suite de la réorganisation, par M Erzeberger, du système financier, une grande partie des dépenses des Etats et des villes doit être couverte par les recettes du Reich et qu'ainsi la bourgeoisie

n'a pas apporté aux caisses des Etats et des villes des contributions considérables plus considérables.

Combien les impôts payés par la bourgeoisie allemande sont insuffisants, ressort clairement d'une comparaison avec ceux que paie la bourgeoisie en France ou en Angleterre. Les recettes fiscales de la France se sont élevées en 1922 et 1923, à plus de 20 milliards de marks-or; celles de l'Angleterre à 900 ou 1000 millions de livres sterling, équivalant à 17 ou 18 milliards de marks-or. Quelque grand que soit l'appauvrissement de l'Allemagne, il n'en est pas moins invraisemblable que l'Allemagne, avec ses 60 millions d'habitants, ne puisse percevoir d'impôts que pour un cinquième ou un dixième de la somme payée en France par 40 millions d'habitants.

Ce sabotage systématique des impôts par les classes dirigeantes d'Allemagne est dû, pour une large part, à des considérations politiques. Les classes dirigeantes allemandes voulaient avant tout démontrer aux Alliés que l'Allemagne n'était pas capable de payer les réparations. Cette politique a subi, du fait de l'occupation de la Ruhr, une défaite complète et n'a eu pour résultat que le démembrement économique de l'Allemagne. Le sabotage des impôts devait, d'autre part, acheminer la bourgeoisie à la dictature. En effet, bien que les droits et les positions dominantes dans l'Etat, acquis par les ouvriers pendant la révolution de novembre, aient été dans une large mesure perdus par les ouvriers, il en restait encore quelque chose et quelque chose de très appréciable. La journée de 8 heures, décrets de démobilisation, conseils d'usines, etc. Les éléments les plus conscients de la classe dirigeante ont motivé le sabotage de la fiscalité par le refus de subvenir aux besoins de « l'Etat Marxiste ».

Parlant ici des buts politiques du sabotage des impôts, nous considérons la signification historique, la signification de classe de ce fait : le contribuable pris individuellement, obéissant à des motifs individuels et égoïstes, s'est tout simplement soustrait à ses devoirs de contribuable parce qu'il se trouvait en présence d'un Etat trop faible pour le contraindre à payer les impôts. Posons maintenant la question capitale : Comment la situation financière de l'Allemagne se présentera-t-elle à l'avenir ?

Le Reich n'a pas actuellement les moyens de faire face aux dépenses les plus nécessaires. Grâce à la loi sur la création de la *Rentenbank*, la Banque d'Empire n'est plus en mesure d'escompter de nouveaux bons de trésor. Les crédits destinés à couvrir l'émission de 1 200 millions de Rentenmarks, sont déjà épuisés. On peut se représenter les solutions suivantes :

1. Augmentation du capital de la *Rentenbank*-, ce qui veut dire aussi augmentation des crédits à accorder à l'Etat ;
2. Mise à contribution de la Reichsbank pour de nouveaux crédits ;
3. Emission de nouveaux emprunts-or ou de bons de trésor-or ;
4. Emprunts à l'étranger ;
5. Augmentation des recettes fiscales et réduction, simultanée, des dépenses, c'est-à-dire : rétablissement de l'équilibre budgétaire.

Les trois premiers des moyens indiqués amèneraient inévitablement une nouvelle baisse du cours du mark-papier et du Rentenmark, stable depuis le 20 novembre. Quant aux emprunts étrangers, l'Allemagne ne pourrait guère y penser sans accepter des conditions qui feraient d'elle une colonie étrangère. (Très caractéristique sont à ce sujet les conditions imposées à l'Allemagne pour un emprunt de 700 000 livres sterlings. L'Allemagne a dû offrir, en plus des garanties offertes par les grandes banques et la grosse industrie, des gages matériels, nommément des houillères. Et malgré

ces multiples garanties, les chemins de fer du Reich sont tenus de payer 12% d'intérêts !)

En ce qui concerne le rétablissement de l'équilibre budgétaire, il n'est réalisable que si la bourgeoisie paie au moins quinze ou vingt fois plus d'impôts en marks-or qu'elle en a payé en 1922. Or, *les raisons politiques pour lesquelles la bourgeoisie allemande a jusqu'ici refusé de s'acquitter envers le fisc n'existent plus*. La France s'est assurée, par l'occupation de la Ruhr, des gages et a contraint du moins une partie de la bourgeoisie allemande de payer des réparations. D'autre part, *par le transfert des pouvoirs dictatoriaux au général von Seeckt la dictature de la bourgeoisie allemande est pleinement réalisée*. La journée de travail a été prolongée et atteint déjà celle de l'avant-guerre ; les ouvriers jugés inutiles ou indésirables par les capitalistes sont renvoyés ; les salaires effectifs sont réduits à près de 44% de ceux d'avant-guerre. (D'après le Bulletin Officiel *Economie et Statistique*, N°22, les salaires des ouvriers qualifiés du sous-sol, du bâtiment, du bois, des métaux, du textile, des usines, de l'imprimerie, payés au tarif général, se montaient, par semaine, au mois d'octobre à 15,58 marks-or contre 35 marks-or en 1913, ce qui correspond exactement à 44,51% des salaires d'avant-guerre. Encore ces calculs sont-ils trop optimistes ; avant-guerre les ouvriers ne payaient pas d'impôts, tandis que actuellement, 6 à 8% des salaires sont retenus par le fisc, ce qui réduit les salaires effectifs à moins de 40% de ceux d'avant-guerre.) Bref, *des conditions sont créées qui permettent à la bourgeoisie allemande de considérer l'Etat allemand comme son Etat*. Le problème se pose donc maintenant de la façon suivante :

La bourgeoisie allemande, vu le changement de situation, manifesterat-elle la volonté d'assurer l'existence du Reich en payant suffisamment d'impôts ?

La bourgeoisie allemande, admettant qu'elle y soit décidée, est-elle au point de vue économique à même de payer les impôts nécessaires ?

Il paraît que par suite du changement nouveau en ce qui concerne les positions occupées dans l'Etat par les classes en présence et de peur de voir la victoire de la bourgeoisie sur les ouvriers compromise par l'effondrement de l'Etat, la partie la plus consciente de la bourgeoisie allemande est, dès à présent, prête à renoncer au sabotage des impôts. Il faut remarquer et souligner ici ce qu'écrivait l'organe de Stinnes la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, le 14 décembre. On pouvait y lire les lignes suivantes:

« Il s'agit pour le moment de trouver tout de suite de l'argent, et non seulement dans l'intérêt de l'Etat, mais aussi bien dans celui de l'économie nationale. On ne saurait prévoir les conséquences désastreuses qui se proclameraient le jour où la justice, la police, l'armée et l'administration publique cesseraient de fonctionner, l'Etat ne pouvant plus payer régulièrement ses fonctionnaires, le jour où la corruption s'étalerait publiquement, ouvrant la voie à une désorganisation complète. Les intérêts de l'économie et de l'Etat ont rarement été liés les uns aux autres si étroitement qu'ils le sont dans ces jours et le seront encore à l'avenir ».

Un avenir rapproché nous montrera donc si les classes dirigeantes allemandes ont à un degré suffisant la *volonté de classe* pour conserver leur Etat, — ou si le processus de la décomposition capitaliste est à ce point avancée en Allemagne que la volonté de classe, base de l'Etat bourgeois, cède le pas aux intérêts personnels.

La deuxième question concernant la capacité de paiement des classes dirigeantes allemandes est de celles auxquelles il ne serait pas très aisé de donner une réponse pleinement satisfaisante.

Ainsi, pour conclure, le sort de la dictature bourgeoise dépend avant tout de la volonté de lutte du prolétariat allemand, — ce dernier embrassant, dans le sens étendu du mot, ouvriers, employés et

fonctionnaires. — Si l'apathie actuelle devenait permanente, si les ouvriers les employés et les fonctionnaires acceptaient, sans lutte, pour une longue durée, la prolongation de la journée de travail, la réduction des salaires effectifs, le chômage. — un chômage de proportions terrifiantes — il pourrait alors se faire que *la bourgeoisie allemande arrivât pour quelque temps à affermir financièrement, aux dépens des classes laborieuses, sa dictature*. Ajoutons que l'affermissement durable de la dictature bourgeoise ferait rentrer en Allemagne les capitaux qui avaient fui à l'étranger et provoquerait une nouvelle affluence des capitaux étrangers qui, durant les derniers mois, ont fait complètement défaut. Le capital étranger daignerait même peut-être accorder un assez gros emprunt à une Allemagne où la bourgeoisie tiendrait fermement le pouvoir...

Le résultat de cet état de choses serait la transformation de l'Allemagne en une colonie des puissances alliées où les capitalistes allemands au service du capital étranger exploiteraient la main d'œuvre germanique, en réduisant ses conditions d'existence - son *Standard of Life*, selon l'expression anglaise — au niveau de celles des peuples coloniaux...

Les conséquences en seraient : la dégénérescence du peuple allemand, peut-être un vaste mouvement d'émigration en masse, en tout cas un accroissement rapide de la mortalité.

Quelque désolée que soit la situation actuelle, il serait à notre avis fâcheux de nourrir des illusions. Le rétablissement des finances allemandes par la bourgeoisie n'est pas impossible si les classes dirigeantes ont une volonté de classe suffisamment forte et si les classes laborieuses ne leur opposent pas avec une logique inflexible leur volonté révolutionnaire. Et nous pensons que les événements des dernières semaines orientent les larges masses du prolétariat allemand dans cette dernière voie.